

Titres et travaux

Christian Topalov

Document présenté à l'appui d'une candidature à l'avancement au grade de
directeur de recherche de première classe

mai 2003

Bien des années se sont écoulées depuis que j'ai eu à rédiger mes premiers "Titres et travaux". J'avais alors quarante ans et je cherchais à définir l'orientation que prendrait mon travail dans la seconde partie de ma vie de chercheur que je voyais alors s'ouvrir. La quinzaine d'années qui a suivi a été très dense d'expériences nouvelles : la confrontation d'un sociologue avec l'histoire – le matériau historique, mais aussi l'histoire discipline –, le défi du comparatisme et de l'échange avec des mondes scientifiques étrangers, la direction d'une unité de recherche, la création d'une revue, une direction d'études à l'EHESS. Ce parcours s'est accompagné d'une série de réorientations qui peuvent se lire dans les résultats de mes travaux et dessinent assez clairement des lignes de force pour l'avenir.

S'il fallait placer mes recherches sous un titre d'ensemble, celui-ci pourrait être: "La ville : savoirs, pouvoirs, sociétés". Je m'efforce en effet, sur des terrains choisis dans l'arc temporel 1880-1980 et dans plusieurs expériences nationales, d'observer les rapports entre les savoirs savants, l'action publique et ses réseaux d'acteurs, la formation des langages communs. Je ne suis donc pas un sociologue "de terrain", je prends appui sur des archives pour mettre en oeuvre une pratique réflexive de ma discipline. C'est par là que j'engage une conversation large avec des chercheurs en sciences sociales qui, sur des objets et selon des méthodes divers, sont engagés dans un projet analogue.

Je commencerai cet exposé en parlant d'engagements institutionnels: ils constituent le cadre social du travail de recherche et celui-ci n'est sans doute pas intelligible en dehors de la logique qu'ils lui impriment. Je décrirai ensuite mes travaux en prenant pour point de départ l'année 1986, celle où j'ai été promu au grade de directeur de recherche de deuxième classe. J'esquisserai enfin les questions qui constituent mes chantiers actuels et de l'avenir proche.

I. Des engagements institutionnels

Si la recherche dans nos disciplines trouve son moment de vérité avec l'épreuve, en définitive solitaire, de l'écriture, il n'en demeure pas moins que le mouvement qui la porte et le critère qui en juge des fruits est une conversation avec un monde savant organisé – et gouverné – par des institutions. Mise en place de réseaux de recherche, séjours d'enquête ou d'enseignement à l'étranger, enseignement doctoral dans le cadre de l'Ecole des hautes études en sciences sociales – où je suis depuis 1994 directeur d'études cumulant –, participation à la création et la vie d'une revue – Genèses –, direction d'une unité de recherche – le Centre de sociologie urbaine, devenu au terme de mon mandat Cultures et sociétés urbaines –, responsabilité d'un programme international de recherche qui eut pour support le GDR du CNRS "Les Mots de la ville", telles ont été au cours de ces dernières années mes principales inscriptions dans les institutions scientifiques.

1. Travailler en réseau

Mes goûts comme mon expérience me poussent à privilégier la collaboration avec des pairs sur des objectifs précis et partagés. Aux grands colloques je préfère les séminaires, aux constructions institutionnelles les réseaux ciblés, motivés et temporaires. J'ai observé, en effet, que la gestion des grosses machines et des enjeux divers qu'elles font naître comporte un coût élevé, j'ai aussi remarqué qu'il est difficile de changer le cap des paquebots. Ceci est particulièrement sensible dans les domaines frontaliers qui impliquent de rassembler des chercheurs venus d'horizons disciplinaires différents et de construire pas à pas des langages et des objectifs communs. Dans les sciences sociales, si les impulsions peuvent venir d'en haut, si les lieux de l'échange et de la confrontation gagnent à être amples, ouverts et visibles, ceux du travail de recherche sont efficaces lorsqu'ils sont construits par le bas et restent d'une échelle modeste. C'est dans cet esprit que nous travaillons dans mon laboratoire. C'est dans le même esprit que j'ai contribué, au fil des

années, à la constitution de plusieurs réseaux de chercheurs qui se sont faits et défaits au rythme des besoins de chaque projet scientifique collectif. Sans entrer précisément dans le contenu de ces entreprises, j'en esquisserai un bref bilan.

– "Villes ouvrières, 1900-1940". Ce séminaire, conduit avec Susanna Magri, sociologue avec laquelle j'ai souvent réalisé au CSU des travaux communs, a réuni de 1986 à 1988 des historiens, géographes et sociologues travaillant sur divers aspects de la vie ouvrière dans les villes du premier XXe siècle. Ces échanges ont abouti à la publication d'un livre et contribué à développer une curiosité mutuelle entre chercheurs de disciplines différentes travaillant sur un matériau historique, ce qui a facilité des collaborations ultérieures à l'initiative, cette fois, d'historiens de la ville contemporaine.

– "Savoirs et professions au début de l'urbanisme de plan". Cette série de rencontres, organisées avec Jean-Pierre Gaudin, politiste au CEPEL, visait à mettre sur pied un réseau international de chercheurs issus de diverses disciplines, et notamment de la recherche en histoire de l'architecture. Après une première journée organisée au CSU en 1987, des séminaires de trois jours ont eu lieu presque chaque année de 1989 à 1992, réunissant un nombre volontairement limité de chercheurs français, allemands, italiens, britannique et belge, avec le soutien du Programme franco-allemand puis du Programme Europe du CNRS. Dans une conjoncture de retour de la recherche architecturale sur le projet, cette initiative témoignait d'une volonté de poursuivre l'exploration, entreprise dans les années 1980, des conditions sociales de la production architecturale et urbaine. Si le réseau a suspendu ses activités sans déboucher sur une publication, les relations intellectuelles qu'il a créées ou entretenues sont restées vivantes.

– "La 'nébuleuse réformatrice' et ses réseaux en France, 1880-1920". Les travaux se multiplient sur cette période fondatrice des politiques sociales modernes, mais les spécialisations par domaine et les logiques disciplinaires rendent difficiles les interactions. En parallèle à d'autres initiatives, ce groupe de recherche pluridisciplinaire (méthodologues, sociologues, historiens, politistes, économistes et doctorants avancés de divers établissements) s'est réuni deux fois par mois de 1991 à 1993 dans le cadre de mon séminaire de l'EHESS. Il a permis de confronter questions et résultats, d'établir un bilan des acquis, de susciter de nouvelles interrogations et, finalement, de faire exister plus clairement un objet de recherche. L'ouvrage collectif résultant de ce séminaire a été publié en 1999.

– "Réforme sociale et naissance de l'urbanisme : emprunts et traductions France-Amérique latine, 1890-1950". Ce programme de recherches coordonnées dont j'ai assuré la responsabilité du côté français s'appuyait sur une série de projet conjoints entre le CSU et l'IPPUR-Universidade federal do Rio de Janeiro (1990-1995, dans le cadre de l'accord CNRS-CNPq), le CURDIUR-Universidad de Rosario (1994-1995, dans le cadre de l'accord CNRS-CONICET), et a pris place dans les programmes du PIR-Villes du CNRS (1994-1995). L'entreprise s'appuyait sur le développement récent, au Brésil et en Argentine, de recherches sur les origines de l'urbanisme et entendait favoriser la constitution de réseaux nationaux en partageant l'expérience de la recherche française dans ce domaine. L'accord CNRS-CNPq a donné lieu à plusieurs séjours croisés qui ont abouti à l'organisation d'un séminaire réunissant une trentaine de chercheurs à Itamontes (Minas Gerais) en août-septembre 1994 et dont les actes ont donné lieu à un ouvrage paru au Brésil. Le réseau ainsi constitué est actuellement valorisé dans le programme "Les Mots de la ville".

– Programme de recherches interdisciplinaires "Etudes urbaines" de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Dans des aires culturelles et des périodes diverses et à partir de perspectives multiples, les recherches portant sur la ville sont nombreuses à l'EHESS. Ce programme, agréé en 1993 par le Conseil scientifique de l'EHESS, a d'abord pour but de stimuler le dialogue entre les chercheurs concernés et de mettre sur pied des recherches et des enseignements communs. La coordination étant assurée par un sociologue – moi-même – et un historien – Bernard Lepetit, six journées d'études ont été organisées de 1994 à 1997 auxquelles ont participé des enseignants et

doctorants de l'EHESS et des chercheurs d'autres institutions françaises et étrangères. La brutale disparition de Bernard Lepetit en mars 1996 a entraîné pour ce programme et, plus largement, pour les études urbaines à l'EHESS une nécessaire période de redéfinition. Un état des lieux des travaux de l'EHESS sur "Villes, espaces et territoires" a été réalisé en 1998 et a fait l'objet d'une publication. Une nouvelle série de journées d'études a été organisée (trois chaque année depuis 1998-1999) grâce à des collaborations renouvelées et élargies. Une filière d'enseignement "Territoires, espaces, sociétés" a été mise en place au sein de l'Ecole doctorale sous la responsabilité conjointe de Paul-André Rosental (historien), Marie-Vic Ozouf-Marignier (géographe) et de moi-même.

– Programme "Les Mots de la ville". J'assume, en collaboration avec Jean-Charles Depaule (Laboratoire d'anthropologie urbaine, CNRS), la coordination scientifique de ce programme de recherche lancé en 1994 par le PIR-Villes du CNRS avec l'appui du programme MOST de l'UNESCO, et qui a pris la forme, de 1998 à 2002, du GDR 1554 du CNRS dont j'étais directeur adjoint. Le programme s'attache aux registres de dénomination de la ville et de ses territoires dans différentes aires linguistiques, privilégie le comparatisme, à l'intérieur d'une même langue et d'une langue à l'autre, et prend en compte la longue durée. Les réseaux mis en place ont réuni des équipes françaises et étrangères travaillant sur douze aires linguistiques (allemand, anglais britannique et nord-américain, arabe, chinois, espagnol castillan, espagnol et portugais d'Amérique latine, hindi, italien, japonais, langues d'Afrique de l'Ouest, russe, tchèque). Nous avons organisé un séminaire international de définition à Paris en octobre 1995, puis un appel international à propositions de recherche: quarante projets ont été reçus de nombreux pays et examinés par le Comité scientifique du programme en novembre 1996. Un nouveau séminaire international a eu lieu à Paris en décembre 1997 où ont été discutées dans sept ateliers une soixantaine de communications écrites. Depuis lors, une série d'ouvrages est en préparation, dont la publication a commencé en 2001 dans une collection "Les Mots de la ville" aux Editions de la Maison des sciences de l'homme, en co-édition avec l'UNESCO. Deux ouvrages sont parus, un autre est sous presse et trois sont actuellement en préparation. Le GDR est entré dans une nouvelle phase, qui conclura ses travaux. Avec l'appui de l'action concertée "Villes" du Ministère de la recherche, nous avons entrepris l'élaboration d'un dictionnaire historique plurilingue ou "Trésor des mots de la ville". Huit langues sont concernées, plus de 160 auteurs dans une dizaine de pays travaillent actuellement à environ 340 notices, dans le but d'achever l'ouvrage en 2004. De 1995 à 2002, mon séminaire "Les Mots de la ville" à l'EHESS a offert aux chercheurs du programme un lieu où discuter méthodes et résultats

Si le développement de telles collaborations résulte d'abord de convergences intellectuelles et thématiques nées de l'évolution des champs scientifiques, il n'est pas pour autant étranger à l'existence d'autres conditions. Les sciences sociales sont nées et continuent d'exister dans un dialogue avec les pouvoirs qui définissent et sont censés traiter les "problèmes de société". Nos sciences contribuent à la mise en forme de ceux-ci avec l'autorité – limitée – que confère la compétence supposée de l'expert, la capacité prophétique de l'intellectuel ou, dans une mesure moindre, le savoir de l'érudit. Que l'on essaie ou non d'intégrer cette dimension à l'intelligence du mouvement de nos disciplines, nous sommes pris d'emblée dans le rapport avec ce que l'on baptise pieusement la "demande sociale". Celle-ci – ou, plus concrètement chez nous, les administrations publiques – non seulement fournit une part décisive des ressources nécessaires à la recherche, mais contribue à définir la légitimité de ses objets. Assumant cette réalité sans états d'âme, les chercheurs du CSU font appel aux contrats pour faire face aux besoins des diverses recherches. J'ai été ainsi conduit au fil des années à solliciter les moyens nécessaires à mes entreprises individuelles et collectives auprès de commanditaires comme le Plan urbain et le Plan construction et architecture (fusionnés aujourd'hui dans le PUCA), le Commissariat au plan, le Ministère de la recherche, la MIRE, le PIR-Villes du CNRS et le Ministère des affaires étrangères. Dans l'ensemble, les ressources ainsi glanées m'ont permis de mettre en oeuvre les recherches

que je voulais entreprendre. Néanmoins, mes projets ont inévitablement intégré les contraintes de la commande. Ainsi, la forte diminution des financements de la recherche urbaine à la fin des années 1970 n'a pas été sans effet sur la réorientation de mes travaux vers un thème doté d'une actualité devenue plus pressante – le chômage – et le retour que j'ai effectué ensuite vers le champ urbain n'est pas sans rapport avec une conjoncture qui désigne à nouveau "la ville" comme le lieu stratégique de la question sociale.

Un chercheur peut se trouver parfois en position de contribuer à gérer la distribution des ressources destinées à la recherche ou d'évaluer les résultats de celle-ci. Les dispositifs qui organisent cette intervention des chercheurs dans les décisions de politique scientifique sont vitaux pour une saine administration des institutions et des moyens. Mobilisé par d'autres priorités, j'ai tendu à limiter la part de telles activités dans mon emploi du temps, mais il est arrivé cependant que l'intérêt d'une tâche ou l'existence d'une dette l'emportent. J'ai ainsi été conduit à siéger Comité directeur du Plan urbain où je représentais le directeur du département Sciences de l'homme et de la société du CNRS (1990), à évaluer des projets ou rapports de recherche pour le Plan urbain (1991) et le Plan construction (1992 et 1996), à présider le jury du concours de professeurs de sciences humaines et sociales des Ecoles d'architecture (1993), à siéger au Comité scientifique du CERAT (1993-1995) et au Conseil de la recherche de la MIRE (1993-1998), à présider le Comité scientifique du GDR "Socio-économie de l'habitat" (1995-1998), à être associé au groupe de travail consultatif du défunt Projet Ville du CNRS, pourtant si prometteur (1998), enfin à siéger en tant qu'élu du collègue A1 à la section 36 (Sociologie, normes et règles) du Comité national de la recherche scientifique (depuis 2000).

Dans un registre différent, j'ai été associé à plusieurs groupes de réflexion réunissant chercheurs et "décideurs" sur la Loi d'orientation pour la ville (Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, 1991), la prospective de l'habitat urbain (Direction de la construction, 1992 et 1994), l'environnement (Commissariat au plan, 1992). J'ai joué, avec Henri Coing, le rôle de rapporteur général d'un colloque sur les politiques de l'habitat (Plan construction, 1995). Une intéressante expérience ethnographique a été de siéger, au milieu d'une quinzaine de ministres, au Special Advisory Group réuni par Secrétaire général de l'ONU pour la préparation de la Conférence Habitat II (1996).

2. Voyager, comparer, confronter

Bien des raisons peuvent conduire un chercheur à voyager. Certaines sont intimes et n'ont pas lieu d'être exposées ici. D'autres sont plus immédiatement professionnelles et, dans cette catégorie, j'en évoquerai seulement deux. L'une est d'accumuler un capital symbolique à usage domestique : l'on travaille alors comme l'émigrant qui pense surtout à ses voisins au moment du retour au village. L'autre est de créer une distance avec les évidences mêlées de la vie quotidienne, de la langue et du sens commun scientifique national : espérant revenir au pays plein d'usage et raison, on va voir ce qui se passe et se dit ailleurs, prenant au passage le risque d'essayer de s'y faire entendre. Il ne peut plus s'agir aujourd'hui, comme dans d'autres périodes de l'histoire de la sociologie française, d'aller puiser aux sources allemandes ou américaines de la science. Le comparatisme est simplement un choix de méthode, de même nature à mes yeux que le recours à l'histoire, permettant de remettre en cause ce qui va de soi, de s'interroger sur les genèses, de regarder notre propre réalité avec d'autres questions que celles inspirées par l'air du temps hexagonal.

J'ai ainsi choisi une orientation et des objets de recherche qui placent le voyage parmi mes toutes premières obligations professionnelles. Mes travaux portent en effet depuis une quinzaine d'années sur trois villes de prédilection : Paris, Londres et New York. Les compétences qu'il faut édifier lorsque l'on étudie d'autres pays que le sien ne relèvent pas seulement d'une nécessaire connaissance de la littérature, des travaux en cours et des sources, mais aussi d'une familiarité à établir avec des façons de sentir et de dire, des questionnements et des lieux étrangers. Au fil des

séjours dans les deux pays où se trouvent mes chantiers, j'ai pu collecter des données, me confronter à d'autres idiomes scientifiques et soumettre idées et résultats à la discussion – un critère essentiel de la validité de travaux comparatifs étant celle qui leur est reconnue par les chercheurs et les supports de publication des pays concernés.

En Angleterre, un séjour à King's College Cambridge (Visiting Fellowship, février-juillet 1988), rendu possible par des bourses du British Council et de l'Economic and Social Research Council, m'a permis de me familiariser avec l'école britannique d'histoire sociale et d'entreprendre ma recherche sur la naissance du chômeur. Des conférences ont accompagné ou suivi ce séjour (University of Kent at Canterbury, 1988; Cambridge Seminar in Modern Social History, 1993; University of Leicester, 1997).

Les relations ont été plus denses et continues avec les Etats-Unis. Un premier séjour d'un an à Columbia University (visiting associate professorship en 1984-1985) a été suivi de deux visites de recherche plus brèves (visiting scholarships à Columbia, Graduate School of Architecture and Planning, septembre-octobre 1987 et à la New School for Social Research, Center for Studies of Social Change, septembre-octobre 1989). Un nouveau séjour de recherche de plus longue durée a eu lieu ensuite dans le cadre du Center for European Studies de Harvard (visiting fellowship, septembre 1994-janvier 1995), grâce à une bourse Fulbright et au PIR-Villes du CNRS. Mon commerce transatlantique a aussi pris la forme de conférences, tantôt données dans le cadre familial des instituts français (New York University, 1985, 1987, 1994, 1998 et 2001; University of Virginia, 1995), tantôt dans celui de départements de sociologie (Brown, 1985; New York University, 1998; Harvard, 1998), d'histoire (Rutgers et New School, 1987; Princeton et New School, 1989; University of Virginia, 1995), de science politique (Columbia, 1995) ou d'architecture (Pennsylvania State University, 1989; MIT, 1998). De 1993 à 1998, j'ai été membre du Board of Editors du Journal of Urban History et j'ai contribué à ce qu'y soient publiés des travaux de chercheurs européens. Depuis 1998, j'assure les mêmes tâches pour French Politics, Culture and Society.

En contre-point avec ces engagements principaux liés à mes terrains de recherche, j'ai été amené à présenter mes travaux dans des cycles de cours au Brésil (Universidade federal do Rio de Janeiro et Universidade de São Paulo, août-septembre 1988), en Italie (Istituto universitario di architettura di Venezia, mai-juin 1990), au Mexique (Universidad autónoma de Mexico, juillet 1993) et en Roumanie (Ecole doctorale régionale centre européenne, février 1997), ainsi qu'à l'occasion de conférences plus ponctuelles données à Montréal (1985), Le Caire (1991 et 1995), Sofia (1992), Beijing (1995), Prague (1996), Beyrouth (1996), Rabat (1996 et 2000), Fribourg (1996), Tunis (1999), Berlin (1999), Leipzig (1999) et Budapest (2000 et 2003). À l'occasion aussi de colloques tenus à Stockholm (1986), Quito (1986), Berkeley (1986), Madrid (1987), Rio (1988), Salvador de Bahia (1991), Moscou (1992), Montréal (1992), Le Caire (1992), Oxford (1994), Lausanne (1996), Copenhague (1997), Athènes (1997), Boston (1998), Berlin (2000), Londres (2001) et Istanbul (2002).

Deux des destinations que je viens d'évoquer ont pris une importance particulière. Les questionnements élaborés dans le dialogue britannique et américain ont rencontré des échos inattendus dans d'autres pays où se sont nouées de façon semblable et différente pendant le premier XXe siècle réforme sociale, réforme urbaine et naissance de nouveaux savoirs, mais aussi domination culturelle et affirmation nationale. Au Brésil, mon enseignement a rencontré le travail de chercheurs qui travaillaient dans une direction semblable et a débouché sur une collaboration durable évoquée plus haut. En Egypte, j'ai été associé, avec surprise et intérêt, à un programme de recherche du CEDEJ sur "La réforme sociale en Egypte", qui s'est conclu en 1992 par un colloque dont j'ai été le rapporteur général. Les échanges se sont poursuivis depuis sur ce thème avec des chercheurs d'autres pays arabes.

3. Enseigner

J'ai été élu, en 1994, directeur d'études cumulant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, après y avoir enseigné quelques années comme chargé de conférences (1988-1992). Chercheur dans ce qui était alors une unité propre du CNRS, enseigner m'a paru, à un certain moment de mon parcours, indispensable. Je voulais transmettre un métier et un savoir-faire, donner un écho à mes recherches, étendre ma culture au-delà de ma spécialité, collaborer avec de plus jeunes, me confronter aux changements de l'esprit du temps et à des objections que les collègues ne soulèvent plus, bénéficier de la reconnaissance immédiate que l'écrit et le jugement des pairs ne procurent guère, favoriser le rapprochement institutionnel de mon unité avec l'enseignement doctoral. Si les motivations ne manquaient pas, il n'était pas évident pour autant de trouver une inscription institutionnelle qui permette de les satisfaire dans de bonnes conditions. J'ai eu la chance que l'EHESS me fournisse le cadre que je cherchais.

Mon enseignement y a commencé avec un séminaire très directement lié à des travaux en cours, les miens propres et ceux de chercheurs proches. La différence est mince entre ce type d'enseignement et un travail en réseau incluant des doctorants. Deux cycles se sont succédés : "Genèse des sciences sociales et action réformatrice : Paris, Londres et New York, 1880-1930" (1988-1991), puis : "La 'nébuleuse réformatrice' et ses réseaux en France, 1880-1920" (1991-1993). Sur ce dernier thème, mon séminaire eu pour produit une publication collective.

Parallèlement, à partir de 1989, j'ai collaboré avec Marcel Roncayolo à la création d'une nouvelle formation doctorale de l'EHESS : "Territoires urbains : représentations, pratiques, aménagements". L'objectif visé était de mettre en place un enseignement pluri-disciplinaire dans une institution très ouverte à de telles initiatives et de créer ainsi les conditions de la permanence et du renouvellement des travaux sur le champ urbain à l'Ecole. L'initiative venait d'un géographe qui avait consacré toute son oeuvre à la ville et a souhaité associer à son projet une autre génération en même temps que d'autres disciplines. Cette fois, il s'agissait de mettre en place un dispositif d'enseignement. J'ai contribué ainsi à définir un schéma pédagogique, à rassembler une équipe enseignante, à former un flux régulier d'étudiants, autant d'engagements alors très nouveaux pour moi. Cultures et sociétés urbaines a contribué efficacement au succès de cette entreprise en tant que laboratoire d'accueil. En 1995-1996, j'ai assuré la responsabilité de la formation doctorale avec Bernard Lepetit. Toutefois, dans une conjoncture d'ensemble où le ministère entendait redéfinir et regrouper les formations concernant la ville en région parisienne, il nous a fallu clôturer celle-ci pour élaborer un nouveau projet qui a pris la forme, en 1999, de la filière de l'EHESS "Territoires, espaces, sociétés" évoquée plus haut.

La création du DEA "Territoires urbains" a été l'occasion de nouer une relation intellectuelle étroite avec Bernard Lepetit, spécialiste du XVIII^e siècle qui dirigeait le Centre de recherches historiques de l'EHESS. Nous avons conduit ensemble pendant sept ans un séminaire intitulé "La recherche urbaine dans les sciences sociales", dont l'objectif était d'aider étudiants et chercheurs à retrouver la mémoire des traditions dont ils se trouvent hériter lorsqu'ils abordent, du point de vue des sciences sociales, les choses de la ville. Chaque année, nous examinions une nouvelle série d'oeuvres relevant de diverses disciplines : l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme, l'histoire sociale, la sociologie urbaine et la géographie – ainsi que de disciplines disparues –, publiées dans l'aire occidentale (Allemagne, France, Etats-Unis, Italie, Royaume-Uni) entre 1860 et le passé proche. L'ambition n'était pas d'unifier une hypothétique science de la ville, mais de montrer et tenter de donner sens à la pluralité des langages scientifiques et des perspectives nées en des points singuliers de l'espace et du temps. Cet enseignement m'a beaucoup aidé à réfléchir aux conditions d'une sociologie historique – ou d'une histoire sociale – des sciences sociales. Après une interruption d'un an liée à mon séjour aux Etats-Unis, le séminaire a repris en 1995-1996, avec une nouvelle méthode de travail : la procédure d'enquête et le nombre d'oeuvres étudiées se sont resserrés en vue d'élaborer dans le séminaire un ouvrage collectif qui pourra, espérons-nous, servir quelque temps de référence dans le domaine des études urbaines. Malgré le tragique décès de mon partenaire, le projet a été conduit à son terme et un

ouvrage en est issu. Je continue à mettre en oeuvre la même intention intellectuelle dans mon séminaire “La ville des sciences sociales” qui, de 1998 à 2002, a eu pour thème “le quartier” et, depuis 2002, à nouveau la ville, considérée cette fois comme action collective des savants.

L’infléchissement de mes travaux vers la sociologie de nos disciplines, a été ponctué en 1995-1996 un séminaire “Histoire sociale des sciences sociales. Etude de cas”. L’histoire de ces sciences ne s’épuise pas dans celles que chaque discipline choisit, de façon éminemment variable selon les temps et les lieux, de se raconter. Une histoire sociale en est possible, qui prenne en compte leur moment pratique comme leur moment cognitif. Les catégories analytiques, sens communs et disputes des savants ne sont indifférents ni à l’organisation sociale des champs scientifiques, ni aux modalités d’insertion de ceux-ci dans la cité. De nombreux travaux récents et en cours balisent désormais ce domaine de recherche, et le séminaire en a rendu compte. Il a abordé, en outre, dans les aires française, britannique et nord-américaine la question des topographies disciplinaires dans le dernier XIXe et premier XXe siècles. Je poursuis aujourd’hui cette investigation en la centrant sur le domaine urbain.

Naturellement, les directions de thèse se sont peu à peu multipliées : j’en assure actuellement une vingtaine, nombre proche d’un maximum si je veux continuer à accorder à chaque doctorant l’attention nécessaire. Je me suis efforcé de susciter des sujets cohérents avec mes propres recherches et celles conduites au CSU, mais les besoins de la formation doctorale m’ont aussi conduit à accepter des directions de travaux sur des thèmes plus diversifiés que je ne l’aurais originellement souhaité. Ces directions de thèse s’inscrivent désormais dans le cadre de trois formations doctorales de l’EHESS : “Sociologie”, “Sciences sociales” et “Histoire et civilisations”.

4. Bâtir une revue

Genèses. Sciences sociales et histoire est née à l’automne 1989 de l’initiative d’un historien, Gérard Noiriel, et de la convergence de ses préoccupations avec celles de chercheurs d’autres disciplines. Depuis la toute première phase de définition de la revue, je me suis engagé dans cette aventure éditoriale qui rencontrait totalement mon propre projet intellectuel et n’a pas peu contribué à l’enrichir et le faire évoluer. Qu’il me soit permis de citer ici quelques lignes de la présentation de Genèses rédigée en 1992 pour les sections 36 et 40 du CNRS.

“Comprendre les sociétés contemporaines à la lumière de l’histoire, restituer les processus qui les ont façonnées, contribuer à une histoire de nos disciplines, telles sont les ambitions de Genèses.

Les diverses sciences sociales manifestent aujourd’hui un intérêt croissant pour l’histoire. Elles s’efforcent de replacer leurs objets dans une temporalité plus longue et de réexaminer l’histoire de leurs propres démarches. Cette posture permet le développement d’interrogations, de méthodes et de connaissances nouvelles. Les travaux qui en naissent restent cependant pour l’essentiel débattus par les spécialistes de la discipline concernée. Le dialogue entre l’histoire et les autres sciences sociales, en particulier, est rendu difficile par une conjoncture intellectuelle que marque une tendance au repli à l’intérieur des frontières disciplinaires. Ainsi, en France, la plupart des revues d’histoire historique n’offrent que rarement la possibilité d’une réflexion commune entre disciplines.

[...] Genèses constitue un lieu où différentes approches de l’historicité peuvent s’exprimer. La revue réunit des chercheurs et publie des travaux relevant de diverses sciences sociales : historiens, sociologues, politistes, économistes, juristes, anthropologues. Elle s’efforce de contribuer aux débats du présent en analysant historiquement des thèmes importants de l’actualité scientifique et culturelle ainsi qu’à l’histoire du monde savant en réfléchissant, pour chacune de ses disciplines, à la constitution de leurs champs, de leurs objets et de leurs outils d’analyse”.

La création de Genèses s’inscrivait dans une conjoncture paradoxale. D’un côté, un intérêt renouvelé pour la matière historique est manifeste dans de nombreuses disciplines où de nouveaux courants s’appuient sur ce type d’enquête pour reconstruire leurs objets, leurs

méthodes, voire leurs paradigmes : c'est tout particulièrement le cas de la science politique, de l'anthropologie et de la sociologie. D'un autre côté, l'histoire semble plutôt tentée aujourd'hui par un repli sur la discipline, lié sans doute à l'affaiblissement de certitudes anciennes et des grands programmes, notamment ceux de l'"histoire économique et sociale" et de l'"anthropologie historique" qui assuraient à leur manière le dialogue inter-disciplinaire. De nombreux indices existent néanmoins d'une fécondation de recherches historiques par des questionnements nés plus récemment de la sociologie : les changements aux Annales et la création d'Enquête, par exemple, en témoignent. Genèses s'inscrit dans un tel mouvement et s'efforce de le promouvoir. La revue existe maintenant depuis treize ans et a tenu pour l'essentiel son cap éditorial, trouvant ainsi sa place spécifique parmi les revues françaises de sciences sociales. Elle offre un espace de dialogue, d'échange et de confrontation entre disciplines qui permet d'en transgresser les frontières. Elle porte une attention particulière aux innovations de la recherche historique, au sein de l'histoire historique comme en dehors de celle-ci. Elle participe aux débats scientifiques internationaux, montre des réalités étrangères et accueille des points de vue élaborés en dehors de nos frontières, préalables indispensables pour réduire nos insularités et stimuler la culture comparatiste dont nous avons besoin. Elle s'efforce de participer à l'évolution de nos métiers et au développement de nouvelles formes de sociabilité intellectuelle en privilégiant la diffusion de résultats empiriques originaux et l'examen critique des savoir-faire. Désormais solidement soutenue par un éditeur, Genèses bénéficie depuis 1993 du label et de l'appui du CNRS. Ce n'est bien sûr pas le lieu de dresser le bilan d'une telle entreprise collective et je me limiterai à indiquer la nature de mon engagement personnel dans le cadre de celle-ci.

Dans une revue, le quotidien est l'essentiel : débattre des orientations des dossiers et des rubriques, ajuster les points de vue, susciter des contributions, lire, faire lire et décider des articles, assurer les délais, réviser les traductions, préparer les textes et corriger les épreuves. Autant de responsabilités assurées par un comité de rédaction longtemps dépourvu de tout secrétariat, autant de tâches dont j'assume fidèlement ma part, qui à certains moments a été lourde. Dans ce concert, ma partition propre se joue sur plusieurs tons : je mets à la disposition de la revue une partie des moyens nécessaires à sa présence parmi les sociologues et à son ouverture internationale, je plaide pour une politique visant à associer plus largement des historiens français à notre projet, pour des procédures aussi rigoureuses et objectives que possible d'évaluation des articles, pour une organisation du travail plus efficace, quitte à être un peu bureaucratique. Dans le cadre de la rotation des tâches qui est notre règle, j'ai assuré successivement la responsabilité de plusieurs rubriques – actuellement "Point critique". J'ai en outre organisé divers dossiers thématiques : "Observer, classer, administrer" (n° 5), "Territoires urbains contestés" (n° 16), "Protections sociales" (en collaboration avec Robert Salais, n° 18), "La ville: postures, regards, savoirs" (n° 22), "Sciences sociales improbables" (n° 29) et "Les mots de la ville" (en collaboration avec Jean-Charles Depaule, n° 33).

5. Diriger une unité de recherche

Plus encore, s'il est possible, que pour d'autres entreprises collectives évoquées jusqu'ici, il importe de souligner combien est modeste le rôle d'un individu dans les résultats obtenus par une unité comme Cultures et sociétés urbaines (UPR 267, aujourd'hui UMR 7112). Celle-ci, tout au long d'une histoire intellectuelle et institutionnelle aussi ancienne que mouvementée, a constamment mis en oeuvre un mode de fonctionnement collégial où l'assemblée générale débat des orientations et prend collectivement les décisions majeures. Dans ce cadre est mis en oeuvre un principe de rotation des différentes responsabilités, et notamment celle de directeur qui, depuis l'intégration du CSU au CNRS, a été confiée successivement à Georges Morlat (1978-1982), Paul Rendu (1983-1986), Edmond Preteceille (1987-1991), moi-même en 1992-1995, Gérard Mauger (1996-1999) et, actuellement, Susanna Magri.

Au CSU, la fonction du directeur est à la fois d'assurer la représentation de l'unité dans les institutions du CNRS et de faire en sorte que les conditions du travail scientifique comme de la gestion collective soient optimales. Le dernier rapport scientifique de mon mandat y insistait :

“Une équipe de recherche doit d'abord fournir à ses membres les meilleures conditions matérielles, morales et intellectuelles de la production scientifique. Elle doit constituer un environnement qui favorise l'initiative, stimule les échanges, facilite les collaborations, incite à l'ouverture vers d'autres espaces, procure à la fois sérénité, durée et remises en cause. Elle doit aussi favoriser l'émergence de projets collectifs réels et pertinents, fortement articulés sur une conjoncture scientifique d'ensemble. Tout ceci constitue une alchimie délicate, dans laquelle l'invention d'une tradition joue un rôle majeur.

Celle du CSU a pour trait principal un fonctionnement collectif en matière d'échanges scientifiques comme en matière de gestion. C'est l'un des résultats les plus précieux de son histoire. C'est aussi un choix actuel qui ne contribue pas peu à définir son identité aux yeux de ses membres et de ses partenaires”.

Pour risquer une métaphore maritime, le directeur du CSU n'est pas un capitaine, car sa légitimité lui est conférée par l'équipage, mais plutôt un pilote qui tient le cap ou une vigie qui veille au grain. Les erreurs que j'ai pu faire dans la mise en oeuvre de ces tâches étaient miennes, et immédiatement relevées et corrigées par les collègues. Les succès, en revanche, sont ceux de toute l'équipe car ils dépendent du dynamisme collectif et de l'initiative de chacun, chercheur, ingénieur ou technicien. Il est donc impossible de faire la part du rôle du directeur dans les évolutions récentes du CSU. Je peux tout au plus indiquer les aspects de celles-ci qui m'ont le plus mobilisé.

Si, à l'origine, les travaux du “Centre de sociologie urbaine” portaient exclusivement sur la ville, ses thèmes de recherche ont commencé à se diversifier dès le début des années 1970, et plus encore avec l'intégration au CNRS et l'accueil de nouveaux membres à partir de la fin des années 1980. Cette évolution résultait d'un choix délibéré qui prenait acte des limites atteintes par les sociologies spécialisées et misait sur les effets de connaissance produits par la confrontation de recherches portant sur des objets empiriques divers. Il a donc fallu favoriser la permanence et le renouvellement des traditions d'une équipe en pleine croissance qui accueillait une nouvelle génération de chercheurs et s'affirmait de plus en plus comme un laboratoire de sociologie sans frontières thématiques. L'élaboration collective du rapport scientifique à deux ans de 1993 et, plus encore, du rapport à quatre ans de 1995 a été l'occasion de nous interroger sur l'identité scientifique de l'unité et d'en redéfinir les axes principaux. Proposer des moyens et méthodes pour cette réflexion a été le rôle naturel du directeur. Il en a résulté un document d'orientation très différent de nos rapports précédents, qui mettait en relief les quelques grandes questions de sociologie qui traversent nos recherches et leur diversité thématique: domination, classes et classements, identités et trajectoires. Nous avons conclu de cette réflexion que le moment était venu pour l'unité de changer de nom et adopté celui-ci: “Cultures et sociétés urbaines-CSU”.

Par ailleurs, nous avons fortement développé au cours de mon mandat notre implantation dans l'enseignement doctoral. Ceci n'a été possible que parce que les chercheurs eux-mêmes se sont engagés en fonction de leurs projets et talents propres. Favoriser les initiatives, en proposer – comme la création au sein de l'unité d'un statut de doctorant associé – négocier des accords avec les formations doctorales, telles étaient les tâches qui revenaient au directeur. Cette innovation a été un succès et a substantiellement modifié la physionomie de l'équipe. Relèvent aussi des responsabilités du directeur l'aide constante aux techniciens et administratifs pour qu'ils mènent à bien leurs tâches dans les meilleures conditions possibles et en fonction des besoins de l'unité, l'appui résolu à l'amélioration de leurs carrières et, plus généralement, l'attention aux divers incidents qui émaillent la vie d'une collectivité. Il en est de même de l'effort soutenu pour l'obtenir les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en oeuvre du programme de

l'unité, ainsi que pour assurer un usage optimal des ressources. Je suis heureux que mes collègues m'aient confié une fonction qui m'a permis de faire mon apprentissage dans ces divers domaines. Au début de l'année 1996, le relai est passé au directeur suivant du CSU dans de bonnes conditions.

II. Des travaux

Mes premières publications de la période dont j'essaie de rendre compte étant le résultat décalé de travaux plus anciens, elles appartiennent à une phase précédente de mon activité de chercheur. Je ne les mentionne donc que pour mémoire. Il s'agit d'une part de la transformation en un livre de ma thèse d'Etat soutenue en 1985, d'autre part d'une esquisse de bilan personnel de la sociologie urbaine française des années 1970 et 1980, rédigé en 1987 à l'occasion d'un colloque de chercheurs latino-américains et d'un exposé fait aux Etats-Unis. Témoignage personnel plutôt que résultat d'enquête, ce texte me suggère rétrospectivement qu'au principe de mon intérêt plus récent pour l'histoire de ma discipline, il y avait un souci de rendre intelligible le parcours de ma propre génération en examinant les conditions sociales de la formation des sens communs savants et de leurs variations. D'une certaine façon, tous les travaux dont je parlerai ensuite procèdent de près ou de loin de ce moment de remise en question.

Publications

TOPALOV (Christian). *Le logement en France. Histoire d'une marchandise impossible*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1987, 437 p.

TOPALOV (Christian). "Fazer a história da pesquisa urbana : a experiência francesa desde 1965". *Espaço e Debates* (São Paulo), vol. 8, n° 1, 1988, pp. 5-30.

(Edition portugaise) : "Faire l'histoire de la recherche urbaine : l'expérience française depuis 1965". *Sociedade e Território* (Lisboa), vol. 3, n° 7, julho 1988, pp. 91-105.

(Edition britannique) : "A History of Urban research : The French Experience Since 1965". *International Journal of Urban and Regional Research* (London), vol. 13, n° 4, December 1989, pp. 625-651.

(Edition équatorienne) : "Hacer la historia de la investigación urbana. La experiencia francesa desde 1965". In : José Luis Coraggio (ed.). *La investigación urbana en America Latina. Caminos recorridos y por recorrer. Las ideas y su contexto*. Quito, Ciudad, 1990, pp. 137-174.

(Edition mexicaine) : "Hacer la historia de la investigación urbana. La experiencia francesa desde 1965". *Sociológica* (Mexico), vol. 5, n° 12, enero-abril 1990, pp. 175-207.

(Edition bulgare) : ["Faire l'histoire de la recherche urbaine : l'expérience française depuis 1965"]. *[Problèmes sociologiques]* (Sofia), vol. 22, n° 1, 1990, pp. 61-82.

Cette page étant tournée, j'ai mis en oeuvre en parallèle ou successivement différents chantiers de recherche au cours des seize dernières années, avec des changements d'accent au cours du temps. Au point de départ, une interrogation sur les origines des politiques urbaines et des politiques sociales du XXe siècle. Cet objet était construit sur un soupçon: l'épopée du progrès et des droits sociaux était peut-être au fond l'histoire d'une soumission. On pouvait lire l'histoire de la naissance de nos démocraties (relativement) pacifiées comme un long travail sur les moeurs qui aurait transformé les classes laborieuses et dangereuses du siècle passé en producteurs plus efficaces, en consommateurs plus rationnels, en citoyens intégrés dans les institutions de la démocratie représentative. Tel était, me semble-t-il, le projet des réformateurs qui ont inventé, au cours des dernières décennies du siècle passé et des premières de celui-ci, les principes de nouvelles technologies du changement social et défini les prémisses des politiques sociales modernes. Réconcilier Marx et Foucault, sous les contraintes de la recherche empirique, était sans doute mon projet initial. Pour le conduire à son terme et, ainsi, en vérifier la faisabilité, il aurait fallu compléter une histoire par en haut de l'action réformatrice par une autre, par en bas, des réponses populaires. J'y ai un moment pensé, mais la difficulté de la tâche m'ont fait renoncer à

cette voie : il aurait fallu changer entièrement de type d'enquête et, en outre, faire face aux redoutables apories formulées par J.-C. Passeron dans *Le savant et le populaire*. J'ai donc été conduit à m'en tenir pour l'essentiel à l'étude des puissants ou de ceux qui affectent de l'être. C'est aussi qu'entre-temps, une autre posture intellectuelle avait pris forme, qui m'a conduit à m'interroger sur le statut de nos sciences sociales en examinant l'histoire leur rapport à la société qui les avait fait naître. Au passage, et à mon grand soulagement, la question de la bonne théorie s'était évaporée au profit des interrogations à la fois plus modestes et plus inconfortables nées d'une pratique réflexive des sciences sociales.

Je présenterai mes travaux en deux parties, selon qu'ils appartiennent à un chantier achevé ou en cours. Les publications sont données pour chaque ensemble de recherches sans éviter les redondances (colloques et publications, rééditions modifiées), de façon à faire apparaître les formes successives des résultats.

Chantiers achevés

1. Aux origines de l'urbanisme moderne : réforme urbaine et réforme sociale

Des investissements de longue date dans le domaine de la ville m'ont d'abord amené à m'interroger sur les rapports entre urbanisme et réforme sociale. Dans tous les grands pays industriels, s'élabore à partir des années 1880-1890 une série de projets de réforme du logement populaire et de l'environnement urbain, de la santé publique, des systèmes d'assistance et d'encadrement des pauvres, des loisirs ouvriers, du gouvernement municipal : la méthode réformatrice consiste alors à décomposer la "question sociale" en éléments traitables séparément et élaborer pour chacun d'eux une doctrine, des objectifs, des mesures de politique sectorielle. Avec le début du XXe siècle, les mouvements réformateurs se spécialisent et donnent parfois naissance à des professions. Ils fourniront une partie importante du personnel des institutions publiques correspondantes à partir de la première guerre mondiale, l'entre-deux-guerres étant marqué par le début de la mise en oeuvre à grande échelle du projet réformateur. Les travaux que je vais présenter maintenant abordent ce vaste domaine à partir de la question de l'habitat populaire et de l'émergence de l'urbanisme comme discipline et profession.

Action réformatrice et habitat populaire : le projet réformateur dans la période 1905-1925 (France, Grande-Bretagne, Italie et Etats-Unis)

Cette recherche comparative, menée en collaboration avec Susanna Magri, a porté sur la pensée et l'action réformatrices en matière d'habitat populaire au début du XXe siècle dans quatre grands pays industriels. L'étude des origines suggère que ce qui est visé par les réformateurs, c'est un refaçonnement de la vie quotidienne des couches populaires, en particulier des ouvriers. Toutefois, les propositions qui émergent alors reformulaient un projet ancien de "moralisation" dans des termes nouveaux qui impliquaient un changement des conditions de vie et la mise en oeuvre de politiques "scientifiques" dépassant les dispositifs classiques de la répression et de l'assistance. Une des voies essentielles de cette entreprise sera la réforme urbaine, la promotion d'un nouveau logement populaire dans un environnement transformé.

De cette recherche, une conclusion essentielle – et controversée – se dégage. Lorsque l'on considère seulement le cas français ou d'autres expériences européennes, on tient généralement pour essentiel le débat entre les partisans et les adversaires de l'intervention des pouvoirs publics sur la ville. Dans cette perspective, le ralliement progressif des courants libéraux au principe de l'engagement de l'Etat, malgré les limites qu'ils ne cesseront d'y opposer, peut être considéré comme le trait principal des deux premières décennies du XXe siècle car il rend possible l'émergence de l'Etat Providence. La prise en compte de l'expérience américaine invite à remettre en cause ce schéma et, ainsi, à reconsidérer l'interprétation habituelle du cours de l'histoire dans les trois pays européens soumis à l'enquête. Les voies de la réforme urbaine aux Etats-Unis

suggèrent en effet que l'essentiel n'est pas l'extension des frontières de l'intervention de l'Etat, mais un autre changement plus fondamental qui intervient de part et d'autre de l'Atlantique selon des modalités différentes : la formation d'un consensus très large sur un diagnostic, un projet et une méthode entre les courants réformateurs les plus divers et parfois les plus opposés sur les solutions institutionnelles et les fins ultimes de l'action. Tous s'accordent sur la nécessité de transformer rationnellement le cadre de vie urbain, de fournir des services jusque là négligés, de créer ainsi, à partir d'une vie quotidienne réformée, un ordre social nouveau fondé sur la science.

Le travail empirique a été successivement centré sur 1/ le passage de la réforme du logement considéré comme élément isolé à celle de la ville dans son ensemble, et donc sur la naissance de l'urbanisme comme nouvelle discipline ; 2/ le laboratoire de réforme sociale que constitue la Première Guerre Mondiale ; 3/ les formes spatiales et les modes de gestion des nouveaux quartiers d'habitation réalisés dans le cadre des politiques de reconstruction. Les résultats mettent en lumière, au cours de la période 1905-1925, un tournant dans le projet réformateur qui consiste en trois évolutions liées entre elles. Tout d'abord, au moment même où l'idée de cité-jardin reçoit une consécration officielle, son contenu se trouve profondément transformé : l'âge des communautés expérimentales auto-suffisantes est révolu, celui de l'aménagement des banlieues commence. C'est que, deuxième changement, l'objet de la réforme n'est plus le logement ouvrier seulement, mais la ville dans sa totalité, et notamment son extension. Enfin, à cible nouvelle, méthode nouvelle. Il ne s'agit plus seulement de faire naître les opérateurs qui pourront construire à l'échelle nécessaire les nouveaux quartiers, mais de mettre la science au poste de commande de la gestion du développement urbain. Le politique, sur ce point, résiste : il faut donc le réformer radicalement.

Publications

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "De la cité-jardin à la ville rationalisée : un tournant du projet réformateur. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis". *Revue Française de Sociologie* (Paris), vol. 28, n° 3, juillet-septembre 1987, pp. 417-451.

(Edition italienne) : "Dalla città-jardino alla città razionalizzata : una svolta del progetto riformatore, 1905-1925". *Storia Urbana* (Milano), n° 45, 1988, pp. 35-76.

(Edition indienne) : "The Rise of Planning Mentality". In : Jean-Pierre Gaudin et Mulkh Raj (eds.). *French Studies in Urban Policy : A Survey of Research*. London, Sangam Books, Hyderabad, Orient Longman, 1990, pp. 29-40.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "'Reconstruire' : l'habitat populaire au lendemain de la première guerre mondiale. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis". *Archives Européennes de Sociologie* (Cambridge), vol. 29, n° 2, 1988, pp. 319-370.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "Nouveaux espaces résidentiels populaires: formes et gestion. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis, 1910-1925". (Communication au colloque "Techniques et figures du social: d'une guerre à l'autre", Paris, Centre de Recherche en Histoire des Sciences et des Techniques, Cédias-Musée Social, 12-14 octobre 1989).

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "L'habitat du salarié moderne en France, Grande-Bretagne, Italie et aux Etats-Unis, 1910-1925". In: Yves Cohen et Rémi Baudouï (eds.). *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*. Fontenay/Saint-Cloud, ENS Editions, 1995, pp. 223-253.

Action réformatrice, habitat populaire et naissance de l'urbanisme moderne: l'expérience américaine, 1900-1940

Cette recherche a développé sous la forme d'une monographie nationale la problématique de la recherche comparative décrite ci-dessus. Elle a donné lieu à la rédaction d'un travail de synthèse portant sur l'ensemble de la période, et à des recherches originales sur les points suivants : 1/ les

fonctions de la catégorie de “congestion urbaine” dans les diagnostics et prescriptions des réformateurs new-yorkais au moment de la naissance du “city planning” comme discipline ; 2/ les professions et itinéraires sociaux des participants au mouvement pour le “city planning” au moment de sa fondation (1909-1917), étude mettant en lumière les relations entre la constitution d’une profession et le mouvement réformateur qui la soutient et la légitime ; 3/ l’expérience du programme fédéral de construction pour les ouvriers des usines de guerre (1917-1919) ; 4/ les rapports entre secteur public et secteur privé dans la réforme des circuits de financement de l’accession à la propriété qui a permis de faire face à la crise des années 1930 et à faire entrer le logement dans l’ère de la production de masse à partir des années 1940.

Les résultats obtenus au cours de ce travail ont été inégaux. D’un côté, la plongée dans un matériau historique de première main a donné quelques résultats originaux et m’a en même temps appris à travailler sur des sources nouvelles pour moi et permis d’affiner et corriger les intuitions qui étaient à l’origine du projet. Mais d’un autre côté, la synthèse obtenue ne m’a pas satisfait : la recherche avait à son point de départ un objet – l’évolution de la législation – et une échelle – le pays tout entier – qui se sont avérés peu praticables et mal adaptés aux questions posées. J’ai donc renoncé à la publication de l’ensemble. Comme on le relèvera aussi à propos d’une recherche ultérieure – sur les institutions de gestion des chômeurs – j’ai donc mis (et perdu) quelque temps à me défaire de la fascination de l’Etat – on peut dire aussi des “politiques publiques” – comme objet central dans l’étude des processus de réforme.

Publications

TOPALOV (Christian). Réforme de l’habitat populaire et naissance de l’urbanisme moderne aux Etats-Unis (1900-1940). Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1988, 305 p.

TOPALOV (Christian). “Régulation publique du capitalisme et propriété de masse du logement : la ‘révolution hypothécaire’ des années 1930 aux Etats-Unis”. *Economie et Sociétés* (Paris), vol. 22, n° 5, (Série R, n° 3), mai 1988, pp. 51-99.

TOPALOV (Christian). “L’urbanistica come movimento sociale : militanti e professionisti dell’urbanistica negli Stati Uniti, 1909-1917” . *Storia Urbana* (Milano), n° 48-49, luglio-dicembre 1989, pp. 153-192.

(Edition française abrégée) : “L’urbanisme comme mouvement social. Militants et professionnels du city planning aux Etats-Unis, 1909-1917”. *Annales de la Recherche Urbaine* (Paris), n° 44-45, décembre 1989, pp. 139-154.

TOPALOV (Christian). “La ville ‘congestionnée’ : acteurs et langage de la réforme urbaine à New York au début du XXe siècle”. *Genèses* (Paris), n° 1, septembre 1990, pp. 86-111.

TOPALOV (Christian). “Scientific Urban Planning and the Ordering of Daily Life : The First ‘War Housing’ Experiment in the United States, 1917-1919”. *Journal of Urban History* (Newbury Park, Ca.), vol. 17, n° 1, November 1990, pp. 14-45.

2. Une incursion vers l’histoire “par en bas” : Villes ouvrières, 1900-1950

Le point aveugle de la plupart des recherches sur l’action réformatrice et les politiques publiques dans le domaine de la ville, c’est l’objet ultime de celles-ci, c’est à dire la vie quotidienne, les formes d’organisation sociale et les représentations identitaires des populations sur lesquelles elles interviennent. L’étude de ces réalités ne peut être entreprise qu’en déplaçant radicalement le regard, ce qui est le propre de l’histoire sociale “par en bas”, de la sociologie de terrain, de l’anthropologie, ou de la démographie historique. Je rencontre ces disciplines en utilisant leurs résultats, et en confrontant aux énoncés réformateurs les savoirs qu’elles produisent sur les groupes cibles de ces derniers. Un tel dialogue est indispensable si l’on regarde les “problèmes sociaux” comme des constructions historiques, une telle orientation comportant une difficulté majeure, que je nommerais volontiers la tentation nominaliste – pratiquée sans retenue par les

tenants du linguistic turn nord-américain. Sans doute faut-il analyser les représentations du taudis, de la désintégration sociale ou du sous-emploi comme l'expression de relations pratiques entre les groupes qui parlent et ceux dont ils parlent, mais la question du statut de l'objet de ces discours ne peut être éludée.

On la rencontre par exemple sous la forme du problème des "effets" des politiques publiques. La vision réformatrice en effet donne lieu à des pratiques réelles : des secours ou des prestations sociales sont distribués à certaines conditions, des logements et des quartiers nouveaux sont construits, des modalités nouvelles, contractuelles ou réglementaires, de la relation salariale sont mises en place. Si l'on ne veut pas se contenter de mesurer les résultats de ces dispositifs à l'aune de leurs objectifs officiels, il faut pouvoir apprécier comment les catégories populaires concernées intègrent ces nouvelles données à leurs propres pratiques. La même question peut être posée à propos des diagnostics qui fondent l'élaboration des interventions sur la ville. Les énoncés réformateurs parlent de la vie populaire au travail et hors travail. Ils constituent d'ailleurs une des sources importantes de l'histoire sociale, une des difficultés majeures de l'utilisation de tels documents étant qu'ils nous livrent des représentations construites dans des catégories dont rien n'assure a priori qu'elles correspondent à celles des groupes populaires. La confrontation entre la vision des réformateurs et la réalité des pratiques et des représentations communes est alors nécessaire pour pouvoir avancer une interprétation convenable de leur action.

Ce sont de telles considérations qui ont conduit Susanna Magri et moi-même à mettre en place le séminaire "Villes ouvrières, 1900-1950", afin de faire le point avec d'autres des acquis et des problèmes de recherche sur le thème des rapports entre espaces urbains et vie quotidienne. Les bilans de historiographie du monde ouvrier montrent combien est centrale et controversée la question des ruptures et des continuités sur la longue période dans ce domaine. On a pu en particulier remettre en question, notamment pour la France, la réalité d'une coupure correspondant à l'entrée dans la "seconde industrialisation" à partir des années 1890-1900. Si les transformations qui interviennent alors dans l'univers de la production laissent en effet largement subsister des formes antérieures d'organisation du travail et de discipline industrielle, a fortiori, hors de la sphère du travail, se perpétuent dans le long XXe siècle certains traits fondamentaux de l'expérience ouvrière. La question du changement reste néanmoins posée et nous avons voulu soumettre à la discussion l'hypothèse selon laquelle la première moitié du siècle serait la période où, sous l'effet des changements dans les procès de travail et les structures urbaines, la "classe ouvrière" formée au siècle précédent aurait été re-formée, dans sa composition interne, son expérience au travail et hors travail, ses représentations, ses pratiques, ses modes d'organisation et d'action collectives.

Le séminaire a constitué un lieu d'échange entre chercheurs qui abordaient, à partir de disciplines différentes, l'étude des relations entre les pratiques ouvrières et les espaces urbains dans la période considérée. Le propos essentiel a été la relation entre les expériences ouvrières au travail et hors travail – qui, pour diverses raisons, font généralement l'objet de travaux séparés – de façon à mieux saisir comment se constituent et reconstituent les communautés ouvrières, se dessinent les clivages voire les conflits en leur sein, comment prennent forme les pratiques individuelles et collectives. La connaissance des changements des réalités familiales, du renouvellement des bases des solidarités professionnelles et de voisinage, celle des trajectoires sociales ou des mobilités spatiales sont apparues comme des préalables pour aborder de façon nouvelle les questions traditionnelles des idées et des pratiques politiques, de l'adhésion ou de la distance à l'égard des institutions représentatives, des partis ouvriers, des systèmes clientélares, des politiques réformatrices.

Publication

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian) (textes réunis par).16Villes ouvrières, 1900-1950. Paris, L'Harmattan, 1989, 239 p.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian). "Pratiques ouvrières et changements structurels dans l'espace des grandes villes. Quelques hypothèses de recherche". Villes ouvrières, 1900-1950. Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 17-40.

3. Des mots, des sciences et des conflits : la genèse de la catégorie de chômeur

Voilà la recherche à laquelle j'ai consacré le plus de temps d'enquête, de discussion et d'écriture au cours des années 1985-1995. Parti d'une étude sur l'origine des institutions de gestion des chômeurs, j'en suis venu à interroger la genèse de la catégorie qui en était le présupposé, dans une perspective constructiviste de plus en plus affirmée. J'ai rencontré alors l'écheveau constitué des langages communs, des classifications savantes et des conflits sociaux auxquels les contemporains s'efforçaient de donner un sens et une issue. L'évolution de mon travail sur ce sujet a été ainsi marqué par un éloignement progressif vis-à-vis de l'analyse des politiques publiques et de l'histoire sociale classique et un intérêt croissant pour les processus sociaux de mise en forme des problèmes.

La mise en place des dispositifs de gestion des chômeurs, 1910-1940 (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)

Cette première recherche avait pour objet les systèmes de gestion des chômeurs mis en place progressivement au cours du premier XXe siècle dans trois grands pays industriels. Tout semble opposer à première vue dans cette période les systèmes britannique, français et américain : leurs principes, les conditions politiques de leur création, leurs modes d'organisation administrative et de financement. Il n'en demeure pas moins que le traitement des chômeurs y est fondé sur les mêmes principes et que les deux systèmes ayant effectivement fonctionné pendant la période couverte par l'étude, confrontés à des difficultés semblables, ont évolué de façon parallèle sur des points essentiels. A des dates s'échelonnant entre 1911 et 1937, les trois pays ont instauré au bénéfice des "chômeurs" un droit aux allocations : si un demandeur remplit certaines conditions définies par les textes, les allocations ou secours ne peuvent lui être refusées. Cette situation est toute différente de celle où le demandeur fait l'objet à une décision individuelle en fonction de critères non formalisés, d'un examen de ses besoins, de ses ressources ou de sa moralité. La principale tension qui va marquer l'évolution des systèmes sera précisément la fixation d'une frontière entre un droit légal aux allocations et une distribution conditionnelle de secours.

L'institution d'un nouveau droit implique à la fois la définition des conditions de l'exercice celui-ci et la constitution d'une nouvelle catégorie administrative. Si le demandeur peut se prévaloir de critères formalisés vis-à-vis des institutions, celles-ci doivent requérir de lui qu'il les satisfasse. Le droit, par conséquent, est source de devoirs et légitime de nouvelles formes d'intervention sur le rapport des travailleurs au travail et au non travail. Dans tous les cas étudiés, la définition du statut de "chômeur" repose sur deux conditions fondamentales: d'abord être un salarié régulier, ensuite être involontairement sans travail. Les systèmes doivent par conséquent effectuer une double opération de classification et de contrôle. D'une part ils distinguent, dans la masse confuse de la population laborieuse, ceux qui relèvent du salariat régulier, de l'autre ils s'assurent que la situation de chômage a exclusivement pour cause le manque de travail, et non d'autres raisons, notamment la fuite devant l'emploi. La formalisation des ces deux exigences est à la base des textes qui définissent le droit aux allocations de chômage. Toutefois, la définition des critères et leur mise en oeuvre sont problématiques. Tout d'abord, la diversité des formes de l'emploi multiplie les cas où les demandeurs sont dans des situations professionnelles qui restent à la marge du salariat dans sa nouvelle définition normalisée. La gestion des systèmes devra donc à la fois influencer sur l'évolution des formes d'emploi de sorte qu'elles se conforment mieux au modèle du salariat régulier, et définir peu à peu toute une série d'inclusions et d'exclusions spécifiques destinées à tracer les limites de ce dernier. En second lieu, la vérification du caractère involontaire de la situation de chômage soulève des difficultés toujours renouvelées, qui conduisent à raffiner sans cesse, et avec un succès incertain, les formes du contrôle. Toutefois, l'évolution des systèmes

britannique et français au cours de l'entre-deux-guerres manifeste que non seulement des concessions majeures ont dû être faites aux formes d'emploi qui ne correspondent pas à la nouvelle norme, mais que l'apparition du chômage de masse et de longue durée pouvait faire s'effondrer tout le dispositif. Ces expériences font apparaître les résistances de la réalité sociale à l'opération de catégorisation qu'étaient censés produire les systèmes de gestion des chômeurs.

Les limites de cette première étude étaient doubles. D'une part, l'évolution des législations et réglementations m'est apparue comme l'indice des difficultés récurrentes de leur mise en oeuvre : celles-ci doivent être étudiées au niveau le plus fin, dans les archives des institutions. J'ai reculé devant ce travail et ai donc renoncé à publier complètement mes résultats, trop descriptifs. D'autre part, j'ai assez rapidement découvert que plusieurs décennies de débats avaient précédé les décisions de politique publique dont j'avais fait mon point de départ. J'ai choisi de poursuivre ma recherche en écrivant l'histoire de cette construction préalable des catégories de "chômeur" et de "chômage" qui permet de rendre compte à la fois de la nature des dispositifs ultérieurement mis en place et du très large accord sur leur nécessité.

Publications

TOPALOV (Christian). "Aux origines de l'assurance chômage : note sur les secours de chômage syndicaux. Une comparaison Grande-Bretagne, France et Etats-Unis". In : Pierre Bouvier et Olivier Kourchid (eds.). France-USA. Les crises du travail et de la production. Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, pp. 49-66.

TOPALOV (Christian). Indemnisation du chômage et construction de la catégorie de chômeur. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Etats-Unis (1900-1940). Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1990, 219 p.

TOPALOV (Christian). "L'émergence de l'assurance chômage au Royaume Uni et en France, 1911-1939". (Communication au colloque "Les comparaisons internationales des politiques et des systèmes de sécurité sociale", Mission Interministérielle à la Recherche et à l'Innovation, Paris, 13-16 juin 1990) 17 p. Résumé in : Les comparaisons internationales des politiques et des systèmes de sécurité sociale. Actes du colloque organisé par la MIRE les 13 et 15 juin 1990. Paris, MIRE, 1990, pp. 207-212.

TOPALOV (Christian). "Institucionalización del desempleo y formación de las normas de empleo. Las experiencias Francesa y Británica (1911-1939)". Política y Sociedad (Madrid), n° 34, mayo-agosto 2000, pp. 33-57.

Genèse de la catégorie de "chômeur", 1880-1910 (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)

Cette nouvelle phase de ma recherche a donc porté – pour les mêmes pays et particulièrement trois métropoles : Londres, Paris et New York – sur la période où émergent en même temps la notion de "chômage" et les principes qui vont fonder au XXe siècle les politiques de gestion des chômeurs. L'hypothèse directrice de l'étude est que le chômage moderne n'est pas d'abord une réalité ou un problème social qui ferait l'objet d'une "prise de conscience". Il résulte d'une construction historique où se rencontrent science et administration, projet de réforme et pratiques sociales. C'est un difficile travail de catégorisation qui fait naître la figure du "chômeur", à partir des années 1880 dans de nouvelles représentations savantes et à partir des années 1910 dans de nouveaux systèmes de protection sociale. Séparer les chômeurs du reste des pauvres, c'était donner une nouvelle définition du travail et du salariat. Mettre en place des dispositifs de gestion de cette population, c'était créer le chômage moderne.

Le principal résultat de ce travail a été de faire apparaître qu'entre les "crises de chômage" et les réponses que leur donnent les acteurs et les institutions, une médiation essentielle intervient : la mise en forme du "problème". Or, l'évolution de celle-ci ne relève pas des chronologies canoniques de l'histoire économique et de l'histoire politique. Elle s'inscrit dans une autre

temporalité et s'opère pour une part sur d'autres scènes que celles où se produisent les affrontements et les compromis façonnant les décisions des autorités publiques. Nos catégories de "chômeur" et de "chômage" ne sont pas nées tout simplement du développement du salariat industriel: elles ont résulté du démantèlement et de la réorganisation d'autres catégories. Elles ont été construites avec et contre les classifications ordinaires de la pauvreté inscrites dans les pratiques des dispositifs publics et privés d'assistance, avec et contre, aussi, les représentations du travail nées de l'expérience ouvrière et retraduites par les organisations de travailleurs. Dans ces deux ordres de discours, avant la fin du XIXe siècle, le chômeur moderne n'existait pas. Une mutation des représentations a été nécessaire pour énoncer autrement l'identité de l'ouvrier sans ouvrage, la nature du mal à traiter et, du même coup, faire entrer de nouvelles solutions dans l'univers des possibles. Le langage de la science a fourni l'instrument et la légitimation de cette révolution des façons de voir dans laquelle, bon gré, mal gré, tous les partenaires de cette histoire – philanthropes, organisations ouvrières, partis politiques et gouvernants – se sont retrouvés peu à peu entraînés. Or, une telle reconstruction des représentations a ses conditions et ses rythmes propres. Elle a des implications qui débordent largement la question particulière traitée, car elles mettent en jeu aussi bien les visions de l'ordre social que les formes générales des langages scientifiques. Elle a aussi ses propres agents, qui revendiquent le discours vrai et non partisan du spécialiste. Ils s'activent dans des sociétés savantes ou des institutions universitaires, des cercles philanthropiques ou des bureaux de statistique. Des logiques sociales autonomes règlent leurs débats à distance des remous de l'actualité et leurs travaux s'imposent peu à peu comme faisant autorité pour les autres parties en conflit.

Dans l'ouvrage qui a résulté de ces travaux, j'étudie d'abord les acteurs qui portent le projet réformateur, ce qu'ils font, ce qu'ils préconisent et qui ils sont, dans la période 1880-1910. Les protagonistes du débat sur la réforme du chômage sont des éléments d'un ensemble plus large, le monde de la réforme sociale. En même temps, ils définissent un nouveau domaine d'action, une nouvelle spécialité et de nouvelles professions. Les itinéraires sociaux des autorités établies en matière de gestion du paupérisme et ceux des nouveaux venus sont différents, comme le sont aussi les moyens de légitimation dont chacun dispose. L'analyse des réseaux concernés et des biographies des acteurs de la réforme du chômage permet de décrire le champ social à l'intérieur duquel s'organisent leurs divers courants. Une nouvelle stratégie prend forme par l'analyse des échecs du passé et en particulier à travers le débat qui a lieu dans les trois pays entre les tenants d'une assistance répressive et ceux d'une nouvelle organisation du social. Le conflit naît, se développe et se dénoue à l'occasion d'expériences réelles qui font l'objet d'évaluations contradictoires. Les moments privilégiés pour observer ce débat sont les principales dépressions de la période.

J'examine ensuite le cheminement d'une représentation nouvelle, celle du "chômeur involontaire", qu'il s'agit de distinguer nettement de l'indigent et de l'inapte à l'emploi. Les innovations lexicales qui ont été nécessaires pour procéder à cette nouvelle catégorisation sont longuement étudiées, ce qui permet de mettre en lumière les évolutions et les hésitations, entre les années 1880 et les années 1910, des vocabulaires français, britannique et américain qui désignent les travailleurs sans emploi. Trois aspects du travail cognitif impliqués par l'apparition des termes de "chômeur" et de "chômage" dans leur acception moderne sont ensuite analysés : 1/ la classification de la population des pauvres de la grande ville et la définition d'instruments d'intervention adaptés à chaque catégorie; 2/ la mise en place progressive de comptages statistiques et d'instruments d'observation; 3/ l'objectivation de causes sociales du phénomène, distinctes des causes individuelles. Le travail cognitif et pratique des spécialistes du chômage participe ici d'une révolution scientifique plus vaste et met en jeu très directement la naissance de la sociologie comme discipline.

A partir du début du siècle, les positions en présence se recomposent et un nouveau consensus prend forme, sinon sur le détail des mesures à prendre, du moins sur la méthode de la réforme du

chômage. C'est ce consensus qui s'exprime à la Conférence internationale du chômage de 1910 et qui constituera désormais le programme réformateur. Il tient en trois mesures liées entre elles: l'"organisation du marché du travail" par la mise en place d'un réseau de bureaux de placement publics; l'"assurance contre le chômage involontaire", qui reprend en le retournant un dispositif syndical; la régularisation de l'emploi par la planification des travaux publics. Les éléments de continuité et de rupture entre ce nouveau dispositif et les institutions et pratiques du modèle disciplinaire sont discutés et l'on avance l'hypothèse que le nouveau cours s'inscrit dans un changement plus large des formes de pouvoir social.

Je suis récemment revenu sur deux dossiers ouverts à l'occasion de cette enquête. D'abord, celui de l'émergence, au cours du XIXe siècle dans les trois pays étudiés, de la catégorie statistique de "population active": celle-ci prend sa forme moderne dans les dernières décennies du siècle, après qu'eurent été redéfinies très profondément les questions et les méthodes initiales des recensements professionnels. Ensuite, celui du rapport entre institutions d'indemnisation du chômage et formation des normes d'emploi (Grande-Bretagne et France, 1911-1939).

Publications

TOPALOV (Christian). "Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle". *Les Temps Modernes* (Paris), vol. 43, n° 496/497, novembre-décembre 1987, pp. 53-92.

TOPALOV (Christian). "De la 'question sociale' aux 'problèmes urbains' : réformateurs et travailleurs à Londres, Paris et New York au début du XXeme siècle". (Communication au colloque "Trends and Challenges of Urban Restructuring". International Sociological Association, Research Committee 21, IUPERJ, Rio de Janeiro, 26-30 septembre 1988) 22 p.

TOPALOV (Christian). "Alexander Keyssar. Out of work : the first century of unemployment in Massachusetts" (Note critique). *Le Mouvement Social* (Paris), n° 147, avril-juin 1989, pp.141-144.

TOPALOV (Christian). "From the 'Social Question' to 'Urban Problems' : Reformers and the Working Classes At the Turn of the Twentieth Century". *International Social Science Journal* (Oxford), n° 125, August 1990, pp. 319-336.

(Edition française): "De la 'question sociale' aux 'problèmes urbains' : les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du XXe siècle". *Revue Internationale des Sciences Sociales* (Paris), n° 125, août 1990, pp. 359-376.

(Edition espagnole): "De la 'question social' a los 'problemas urbanos' : los reformadores y la población de las metrópolis a principios del siglo XX". *Revista Internacional de las Ciencias Sociales* (Madrid), n° 125, setiembre 1990, pp. 337-354.

(Edition brésilienne) : "Da questão social aos problemas urbanos : os reformadores e a população das metrópolis em princípios do século XX". In : Luiz Cesar de Queiroz Ribeiro et Robert Pechman (eds.). *Cidade, povo e nação. Gênese do urbanismo moderno*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1996, pp. 23-51.

TOPALOV (Christian). "La ville 'terre inconnue' : l'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891". *Genèses* (Paris), n° 5, septembre 1991, pp. 5-34.

(Edition britannique) : "The City as Terra Incognita : Charles Booth's Poverty Survey and the People of London, 1886-1891", *Planning Perspectives* (London), vol. 8, 1993, pp. 395-425.

(Edition hongroise) : "A város – terra incognita. Charles Booth felmérése és London népe, 1886-1891". In : Benda Gyula, Szekeres András (ed.). *Tér és történelem* [Espace et histoire], Budapest, L'Harmattan–Ateleir Füzetek, 2002, pp. 77-107.

TOPALOV (Christian). "L'invention du chômage. Terminologie, classification et réforme sociale, 1880-1910". In : *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe*, volume 1, Rencontres d'Oxford. Paris, MIRE, s.d. [1995], pp. 525-541.

TOPALOV (Christian). Naissance du chômeur, 1880-1910. Paris, Albin Michel (“L’évolution de l’humanité”), 1994, 626 p.

TOPALOV (Christian). “Les réformateurs du chômage et le réseau du Musée social”. In: Colette Chambelland (ed.). Le Musée social en son temps. Paris, Presses de l’Ecole normale supérieure, 1998, pp. 281-305.

TOPALOV (Christian). “L’individu comme convention. Le cas des statistiques professionnelles du XIXe siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis”. Genèses (Paris), n° 31, juin 1998, pp. 48-75.

TOPALOV (Christian). “Une révolution dans les représentations du travail. L’émergence de la catégorie de “population active” au XIXe siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis”. Revue française de sociologie (Paris), vol. 40, n° 3, juillet-septembre 1999, pp. 445-473.

(Edition en anglais) : “A Revolution in Representations of Work : The Emergence over the 19th Century of the Statistical Category ‘Occupied Population’ in France, Great Britain, and the United States”, Revue française de sociologie, vol. 42, Supplement, 2001, pp. 79-106.

Chantiers en cours

1. Une sociologie des réseaux réformateurs et scientifiques, 1880-1914

Au fil de mes travaux sur la réforme urbaine et sur la question du chômage, il m'est apparu que les mêmes acteurs étaient présents dans de nombreux autres domaines de l'action réformatrice. Depuis une dizaine d'années, en effet, les recherches sur ces questions se sont multipliées en France : on peut citer, dans un désordre volontaire, les sciences sociales et l'urbanisme, la criminologie et les assurances sociales, la philanthropie et la statistique du travail, la lutte contre le chômage et les habitations à bon marché, le municipalisme et le taylorisme, l'économie politique et le mutualisme. Ces travaux, en s'attachant à retracer l'histoire de milieux spécialisés, ont mis en lumière l'existence de multiples points de rencontre entre le domaine qu'ils étudiaient et ceux explorés par d'autres. D'où l'intérêt d'un travail collectif qui permette de rassembler les résultats obtenus par chacun et de réexaminer l'objet à partir de ce nouveau point de vue. Le séminaire de recherche que j'ai conduit à l'EHESS sur ce thème avait donc pour objectif de contribuer à l'analyse la genèse et la topographie des milieux réformateurs en France dans la période 1880-1914.

Pendant ces quelques décennies fondatrices, dans des domaines très divers de l'action et de la pensée, apparaissent de nouvelles représentations de la société et de ses "problèmes", en même temps que de nouvelles méthodes pour les traiter. Les hommes (contrairement à ce que l'on observe au même moment dans d'autres pays, les femmes sont ici peu nombreuses) qui sont engagés dans ces mouvements sont différents par leurs itinéraires sociaux, leurs spécialisations, leurs positions vis-à-vis de la politique. Et cependant, ils ont un air de famille. Parfois en conflit sur les "solutions", ils sont en train de redéfinir les "problèmes sociaux" dans des termes qui comportent, d'un domaine à l'autre, des similitudes remarquables. Cette reformulation va bientôt devenir le sens commun et constituera le socle de réalisations, notamment, mais pas seulement, de politiques publiques. C'est en ce sens qu'il peut être opératoire de considérer ces acteurs divers sous une même catégorie de "réformateurs". Sans doute, ils sont divisés en courants distincts, selon les spécialités ou professions dont ils travaillent à établir la légitimité, ou selon les orientations intellectuelles et politiques qui sont les leurs. Néanmoins, ils nouent entre eux de multiples relations. Par une série de réseaux, se constitue ainsi une "nébuleuse réformatrice" au sein de laquelle, directement ou de proche en proche, tout le monde parle à tout le monde dans un langage largement commun. Le séminaire avait pour objet l'étude de ces réseaux, des formes et du recrutement des groupements réformateurs (associations, congrès, revues, institutions d'enseignement, administrations, etc.), l'identification de leurs lieux de rencontre et intersections, la prosopographie des populations concernées et notamment des noyaux dirigeants, la biographie de personnalités-clefs.

Les questions soulevées par une telle orientation de recherche sont nombreuses. Comment se constituent des champs spécialisés de réforme et quelles sont les voies de leur éventuelle institutionnalisation ou professionnalisation ? Comment se différencient les agents selon les champs et à l'intérieur de chacun d'eux ? Les positions et trajectoires sociales des individus permettent-elles de rendre intelligibles leurs positions dans les divers domaines où ils interviennent ? Quelles relations s'établissent entre moment cognitif et moment pratique, entre catégorisations, diagnostics et prescriptions, et ces relations sont-elles homologues d'un domaine à l'autre ? Enfin, question essentielle, dans quelle mesure les différences politiques constituent-elles un principe pertinent de clivage ? On peut espérer que cette approche centrée sur une sociologie des acteurs invite à revisiter certaines évidences supposées énoncées par l'histoire des idées et l'histoire politique de la période. Les résultats du séminaire, longuement réélaborés, ont pris la forme d'un ouvrage publié en 1999.

Le chantier n'est pas achevé pour autant. La mise en lumière par les monographies de certains des réseaux qui organisent les mondes de la réforme sociale suggère tout l'intérêt d'un travail

systématique permettant d'en dessiner une carte plus complète en vue d'établir, infirmer ou modifier ce qui reste actuellement un ensemble articulé d'hypothèses. Je travaille à ce projet en collaboration avec des collègues du CSU (Françoise Battagliola et Susanna Magri) et plusieurs doctorants, dans la perspective d'associer des chercheurs d'autres institutions lorsque la méthode aura fait ses preuves. La première étape, qui n'est pas tout à fait achevée, a été la mise au point d'un outil assurant une saisie confortable et sûre de données portant sur des dizaines d'institutions et des milliers d'individus, ainsi qu'un interface efficace avec les logiciels d'analyse de telles données. Nous utilisons un logiciel puissant de base de données relationnelles (4e dimension) qu'il a fallu développer en fonction de nos besoins spécifiques. S'assurer la collaboration d'un programmeur compétent a été une véritable course d'obstacles – situation générale qui n'est pas sans effet sur le tour "qualitatif" et artisanal des recherches des sociologues dans les unités CNRS. Avec mes collègues du CSU, nous constituons une base de données concernant les réformateurs français (parisiens surtout) dans la période 1889-1914. Je travaille par ailleurs à une base de données concernant les réformateurs new-yorkais à la même époque. La saisie des données a commencé depuis environ trois ans et j'ai commencé les premières analyses sur la base de données new-yorkaise en janvier 2002 en utilisant Ucinet. Ce chantier empirique important m'occupera beaucoup dans le proche avenir.

Publications

TOPALOV (Christian). "Langage de la réforme et déni du politique. Le débat entre assistance publique et bienfaisance privée, 1889-1903", *Genèses* (Paris), n° 23, juin 1996, pp. 30-52.

TOPALOV (Christian). "La notion de réforme et l'analyse des débuts de la IIIe République" (Communication à Western Society for French History, 26th Annual Conference, Boston/Lynnfield, Massachusetts, 4-7 novembre 1998), 28 p.

TOPALOV (Christian) (sous la direction de). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, 574 p.

TOPALOV (Christian). "Les 'réformateurs' et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche". In: Christian Topalov (ed.). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. 11-58.

TOPALOV (Christian). "Investissements réformateurs et formation du champ". In: Christian Topalov (ed.). *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. 355-474.

MAGRI (Susanna), TOPALOV (Christian), avec MONIER (Jean-Louis) *Base Bio. Une base de données relationnelles. Réseaux, biographies, bibliographies. Manuel de l'utilisateur*. Paris, Cultures et sociétés urbaines, 2001, 74 p.

TOPALOV (Christian). "Une 'société civile' internationale en 1900 ?". (Colloque "Actions associatives. Solidarités et territoires", Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 18-19 octobre 2001). Communication (10 p.)

2. La ville des sciences sociales

Si les sciences sociales ont partie liée avec la réforme, elles sont aussi et d'abord des constructions cognitives. De celles-ci, on peut tenter de faire une sociologie dans la manière inventée par les sciences studies britanniques et américaines pour les sciences de la nature. Des compétences accumulées au fil des années et mes responsabilités à l'EHESP m'ont conduit à faire enquête sur les approches de la ville par les sciences sociales, à l'origine en compagnie de Bernard Lepetit dans le cadre d'un séminaire commun.

Quand il s'agit de ville, on croit toujours savoir de quoi l'on parle. Les espaces urbains sont en effet constitués comme évidence dans tous les registres de la pratique sociale: celles des citoyens, celles des aménageurs, celles des savants. Seulement, c'est rarement de la même ville qu'il s'agit, y compris dans l'univers des discours savants: ceux qui, produits par des auteurs autorisés par les institutions du savoir légitime, revendiquent d'énoncer des propositions objectives visant le vrai. Dans les sciences sociales, au fil des conjonctures disciplinaires et nationales, les modalités de construction de la ville comme objet de science varient profondément et, pensons-nous, significativement. Nous avons adopté une hypothèse faible: les villes des savants sont des modes de spatialisation du social qui impliquent une double construction d'objet, celle de la société et celle de l'espace. En d'autres termes, lorsqu'elles construisent leur ville, les sciences sociales choisissent diversement les aspects de la société qu'elles vont spatialiser, et tout aussi diversement les formes de leur spatialisation. Ces choix impliquent un projet qui, sous des modalités variables à l'extrême, articule deux registres distincts.

Le premier, le projet cognitif, se donne toujours explicitement: il s'agit de science, d'une science qui se définit à un moment donné dans le contexte d'une discipline particulière au sein d'un ensemble plus vaste de disciplines parentes, alliées, concurrentes. L'innovation scientifique doit être lue dans l'espace social et intellectuel ainsi constitué, dont les propriétés peuvent être reconstruites par une enquête dont l'étude du texte lui-même n'est que l'un des moments. L'une des questions à explorer est celle de savoir pourquoi, dans une conjoncture donnée, la discipline considérée entreprend de spatialiser son objet, et donc de parler de ville.

C'est ici qu'une seconde dimension de l'entreprise savante peut être utilement prise en compte: le projet pratique qui la sous-tend ou, du moins, en relation avec lequel elle trouve une part de son intelligibilité. La question ainsi formulée n'implique pas que toutes les oeuvres ont, aux yeux de leur auteur, l'action pour finalité ultime. Les modalités d'insertion du monde savant dans la société sont historiquement diverses et socialement réglées: toutes les recherches portant sur la ville ne relèvent pas de l'expertise en vue de la réforme. Néanmoins, on peut penser qu'un aspect souvent inaperçu de la construction d'objet est une orientation du regard, une posture, un choix d'échelle et de registre de causalité qui ne sont pas sans rapport avec les exigences pratiques du temps: énoncés de la question sociale, catégories offertes à l'action administrative, affrontements politiques. De telles relations ne peuvent relever ni du postulat, ni de l'interprétation de texte, elles doivent être établies par une enquête historique méticuleuse sur les espaces de la pratique et sur leurs rapports avec ceux du savoir.

Dans une telle perspective, la réflexion proposée peut se heurter à des écueils induits par sa forme même. Le séminaire, comme le livre qui en est né, portaient sur une série d'oeuvres et ont pour titre "la ville des sciences sociales". Ceci peut donner à croire deux choses: d'une part que l'objet ville, qui constitue le référent commun des oeuvres analysées, existerait pour les sciences sociales indépendamment de ses figures historiques hétérogènes; d'autre part, qu'il y aurait un panthéon de grands auteurs qui auraient contribué, au fil du temps, au progrès de la connaissance scientifique des choses urbaines. Nous espérons que nous avons su éviter ces effets de sens qui sont exactement aux antipodes du projet. La discontinuité (à la fois chronologique et en termes de cultures disciplinaires et nationales) des lieux d'observation, l'arbitraire assumé de nos choix et surtout la constance de l'effort pour mettre au jour les conditions intellectuelles et sociales de production et de réception des oeuvres ont pour finalité d'y parvenir. En bref, il s'agissait d'enquêter et pas seulement de lire. Ou, si l'on veut, de transformer des textes en documents.

L'ouvrage résultant de cette enquête collective comprend huit chapitres qui portent sur des oeuvres de Maurice Halbwachs: *Les expropriations et le prix des terrains à Paris* (1909) traité par C. Topalov, Max Weber: "Die Stadt" (1921) par Hinnerk Bruhns, Marcel Poète: *Une vie de cité* (1924-1931) par Donatella Calabi, Louis Wirth: *The Ghetto* (1928) par Catherine Rhein, Walter Christaller: *Die zentralen Orte in Süddeutschland* (1933) par Marie-Claire Robic, Louis Chevalier: *Classes laborieuses et classes dangereuses* (1958) par Isabelle Couzon et Paul-André Rosental,

Manuel Castels et Francis Godard: *Monopolville* (1974) par Dominique Lorrain et Jean-Claude Perrot: *Genèse d'une ville moderne* (1975) par Isabelle Backouche.

Le décès de Bernard Lepetit en 1996 m'a conduit, à l'occasion de plusieurs communications ou conférences, à mettre au clair la leçon de réflexivité que nous pouvons tirer de son travail qui, au delà de la discipline historique, concerne toutes les sciences sociales

En parallèle à l'entreprise collective de *La ville des sciences sociales*, je me suis intéressé au jeune Halbwachs, celui des thèses de 1909 et 1913, et me suis efforcé de mettre en oeuvre sur son cas une sociologie de la sociologie qui noue l'analyse des positions et expériences sociales d'un savant avec le contenu de ses oeuvres.

Publications

TOPALOV (Christian) (éd.). "La ville : postures, regards, savoirs". *Genèses* (Paris), n° 22, mars 1996. Introduction, pp. 2-3.

TOPALOV (Christian). "Dans les marges. Bernard Lepetit enseignant", *Cahiers du Centre de recherches historiques* (Paris), n° 17, octobre 1996, pp. 19-28.

TOPALOV (Christian). "Autant connaître un peu les verres que l'on porte' : la pratique historique et le temps des représentations". In : Alain Obadia (éd.). *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités, nouveaux services*. Paris, L'Aube, 1997, pp. 40-48.

TOPALOV (Christian). "Cities of the Social Sciences : Seeing for Doing". *Copenhagen, Center for Urbanitet og Æstetik, Arbejdsrapport 27*, June 1997, 18 p.

TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d'histoire sociale des sciences sociales". *Annales. Histoire et sciences sociales* (Paris), vol. 53, n° 5, septembre-octobre 1997.

(Edition modifiée) : "Maurice Halbwachs et les villes. Les expropriations et le prix des terrains à Paris (1909)". In: Bernard Lepetit et Christian Topalov (ed.). *La ville des sciences sociales*. Paris, Belin ("Modernités"), 2001, pp. 11-45.

TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908)". *Genèses* (Paris), n° 28, septembre 1997.

TOPALOV (Christian). "Maurice Halbwachs et les villes. Connaissances savantes et savoirs communs" (Communication aux journées d'étude "Connaissance sociale et connaissance sociologique", Société française de sociologie, Paris, 20-21 novembre 1997) 6 p.

TOPALOV (Christian). "La ville des sciences sociales et la ville des urbanistes" (Communication au colloque "La ville à l'époque contemporaine", Université d'Athènes, Association des études néo-helléniques et Institut des études méditerranéennes, Athènes, 27-30 novembre 1997) 11 p.

TOPALOV (Christian). "Multiple Spectacles : An Argument for a Reflexive Practice of the Social Sciences" (Communication au Comparative Analysis Seminar, Massachusetts Institute of Technology, Department of Urban Studies and Planning, 9 novembre 1998), 18 p.

ROSENTAL (Paul-André), TOPALOV (Christian). "Présentation. Espace et sciences sociales" (en collaboration avec Paul-André Rosental). In : *Villes, espaces et territoires. Travaux de l'EHESS* 1999, Paris, Programme de recherches interdisciplinaires "Etudes urbaines" de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, pp. iv-xv.

TOPALOV (Christian). "'Expériences sociologiques' : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913)". *Revue d'histoire des sciences humaines* (Paris), n° 1, 1999, pp. 11-46.

TOPALOV (Christian). “La ville des sciences sociales et la ville des urbanistes”. In: La ville à l’époque moderne. Dimensions méditerranéennes et balkaniques (XIX-XXe siècles). Actes du IIe Colloque international de l’Association des études néo-helléniques, Athènes, 27-30 novembre 1997. Athènes, Association des études néo-helléniques, 2000, p. 617-628.

TOPALOV (Christian). “Cities of the Social Sciences : Seeing for Doing”. In: Martin Zerlang (ed.). Representing London. Copenhagen, Sping Publishers, 2001, pp. 14-29.

LEPETIT (Bernard), TOPALOV (Christian) (sous la direction de). La ville des sciences sociales. Paris, Belin (“Modernités”), 2001, 409 p.

TOPALOV (Christian). “Des livres et des enquêtes : pour un historicisme réflexif”. In: Bernard Lepetit et Christian Topalov (ed.). La ville des sciences sociales. Paris, Belin (“Modernités”), 2001, pp. 307-313.

TOPALOV (Christian). “Une pratique historique réflexive”. (Colloque “Hommage à Bernard Lepetit”, Maison des sciences de l’homme, Paris, 28-29 septembre 2001). Communication (10 p.)

Le quartier des sciences sociales

Je suis engagé depuis 1998 dans une nouvelle phase de mes travaux sur l’histoire des sciences sociales, qui aboutira à un livre – personnel cette fois – sur “le quartier des sciences sociales”. Cette échelle de la vie urbaine est sans doute celle sur laquelle nos disciplines – tout particulièrement, la sociologie, l’histoire et l’ethnologie – sont intervenues le plus constamment depuis les années 1920. Il en a résulté un modèle de description du quartier comme unité fondamentale de sociabilité primaire, lieu d’observation des solidarités et des déviations, échelle opératoire de l’urbanisme de plan et de la possible reconstruction des communautés. Ce modèle aux déclinaisons multiples, qui a marqué les pratiques d’aménagement et de gestion urbaine du dernier demi-siècle, bien que contesté, continue à agir aujourd’hui. J’utilise ici encore les outils de l’histoire sociale des savoirs scientifiques pour réaliser des enquêtes sur la construction des représentations savantes du quartier par les sciences sociales dans une série limitée et raisonnée de sites d’observation choisis en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France entre les années 1920 et les années 1980. Ces monographies détaillées permettront de tester des propositions plus générales sur les interactions entre les savoirs des sciences sociales et les pratiques d’aménagement et de gestion urbaine, et sur la circulation des modèles descriptifs entre disciplines et champs scientifiques nationaux.

J’ai engagé le travail d’archives et d’enquête par entretiens sur plusieurs des sites retenus pour cette étude.

- un retour sur le thème de la cité-jardin chez les urbanistes français (communication à un colloque à University of London, Institute of Historical Research en mars 2001);
- les sociologues de Chicago dans les années 1920 (travail d’archives à l’Université de Chicago en novembre 1999 et au Rockefeller Archive Center en avril 2001, un semestre de séminaire en 1999-2000);
- les historiens français et britanniques des années 1960 et 1970 (plusieurs séances de séminaires entre 1999 et 2001);
- les sociologues du tournant des années 1960 et le “quartier ouvrier traditionnel” (entretiens avec Herbert Gans et Henri Coing, plusieurs séances de séminaire, une communication à un colloque du Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte de Berlin en décembre 2000).
- premiers dépouillements d’archives sur le thème de la “neighborhood unit idea” des social workers et planners américains des années 1920 et 1930 (Columbia University en octobre-novembre 1999 et Rockefeller Archive Center en avril 2001).

Publications

TOPALOV (Christian). "The Neighbourhood of the Social Sciences in the 1950s and 60s : Three Cross-National Case Studies" (Workshop "Science and the City", Max-Plank-Institut für Wissenschaftsgeschichte, Berlin, 1-3 décembre 2000). Communication (37 p.).

TOPALOV (Christian). "Le voyage français du 'modèle' anglais de la Garden City (1903-1919) : un cas de traduction culturelle". (Colloque "British and French Intellectuals : Comparisons and Transfers (18th-20th Centuries)", University of London, Institute of Historical Research et Institut français. London, 2-3 mars 2001). Communication (25 p.)

TOPALOV (Christian). "La fin des communautés locales vue par un sociologue de Chicago : Harvey W. Zorbaugh". *Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 93, mars 2003, pp. 159-167.

TOPALOV (Christian). "'Traditional Working-Class Neighborhoods' : An Inquiry into the Emergence of a Sociological Model in the 1950s and 1960s". *Osiris* (Chicago), vol 18, 2003, pp. 212-233.

TOPALOV (Christian). "Pour un historicisme réflexif. Le cas de "l'école de Chicago" en sociologie". (Colloque "Sciences sociales et réflexivité. Hommage à Pierre Bourdieu", Centre de sociologie européenne, Paris, 22-25 janvier 2003. Communication (9 p.)

TOPALOV (Christian). "Ecrire l'histoire des sociologues de Chicago". *Genèses* (Paris), n° 51, juin 2003, pp. 147-159.

3. Les mots de la ville

La recherche, décrite plus haut, sur la genèse de la catégorie de "chômage" m'a fait comprendre que l'attention au langage des acteurs non seulement permettait d'éviter l'anachronisme qui projette sur le passé nos catégories du présent – "entre tous les péchés, au regard d'une science du temps, le plus impardonnable" (Marc Bloch) – mais que "faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine" (Lucien Febvre). Les lexiques du chômage et leurs transformations montrent des écarts entre usages, des moments d'innovation rapide, les canaux de la diffusion de celles-ci et les lieux des résistances. Ils constituent des traces fines des luttes de classement par lesquelles le "problème" était énoncé et donc constitué en objet de science et d'action possibles.

Un questionnaire analogue peut être appliqué aux mots qui désignent les villes et leurs différentes parties. Depuis fort longtemps, voyageurs et ethnologues, géographes et historiens, lexicographes et linguistes ont recueilli des "mots de la ville" à partir de traditions ou témoignages oraux et de corpus écrits. Des trésors ont été ainsi rassemblés, le plus souvent de manière dispersée et en marge d'autres préoccupations. Il est rare qu'ils soient mis à profit autrement que pour dresser des listes assorties de définitions. L'observateur parfois s'attache à la langue, sa richesse, son évolution, ses particularités et guère aux objets du discours. Parfois, à l'inverse, l'attention porte sur ceux-ci et l'on a tôt fait de postuler que les mots désignent simplement des choses qui sont là avant d'être nommées. Pourtant, si le langage nous offre un accès fécond et original aux dynamiques sociales qui font la réalité des villes, c'est qu'il implique un système classificatoire: les mots, on le sait, s'inscrivent dans des jeux d'oppositions et de différences. Ils opèrent des classements de territoires, en les découpant, en les regroupant, en les qualifiant. Sur ces opérations, l'accord n'est jamais assuré car, à tout moment, il existe des registres de langue distincts pratiqués par des locuteurs situés en des points différents de l'espace social. Leurs mots, semblables ou différents, prennent sens dans des contextes discursifs marqués par des intentions hétérogènes: une visée organisatrice à l'un des pôles et, à l'autre, une négociation permanente des sens en fonction des situations. La langue commune, qui ne l'est jamais entièrement, enregistre au cours de son histoire les issues, durables ou provisoires, d'initiatives langagières dont les origines sont diverses et entre lesquelles les écarts sont de règle et les tensions permanentes. Les mots de la ville ne sont pas le reflet d'une réalité "objective", ils contribuent à la constituer symboliquement et, parfois, pratiquement.

Le point de vue s'enrichit encore si l'on prend en compte la pluralité des langues. De la même façon que les simples lexiques, à l'intérieur d'une même aire linguistique, ne permettent pas de dégager des systèmes, les tentatives d'équivalence "mot à mot" entre termes servant à nommer, dans différentes langues, la ville et ses territoires sont décevantes. L'idée d'un glossaire universel, qui esquivait toute démarche proprement comparatiste, se double généralement de la croyance que, dans chaque aire linguistique comme d'une aire à l'autre, un langage technique ou savant serait le langage de tous et aurait la capacité de traduire pour chacun les mêmes valeurs pratiques et culturelles. Elle postule aussi que, dans les relations entre aires linguistiques ou pays, une langue véhiculaire, c'est-à-dire dominante, puisse être une lingua franca: le français avait encore cette prétention au début du XXe siècle, l'anglais (américain) l'a remplacé depuis au moins la seconde guerre mondiale. Lorsque les courants d'échanges internationaux entre spécialistes de l'aménagement urbain se développent et s'institutionnalisent, dans des situations de type colonial aussi, cette idée devient "naturelle" chez des locuteurs tenus de pratiquer couramment la traduction (à la fois "impossible" et nécessaire) ou le bilinguisme. Un nouveau champ s'ouvre ici à l'enquête, celui des effets de domination complexes où l'imposition de termes standards s'accompagne de multiples adaptations "régionales" de ceux-ci.

Ni dans une aire linguistique particulière ni à l'échelle du concert des nations, les mots de la ville ne se décrètent. Bien entendu, il est fréquent qu'un pouvoir technique ou politique entreprenne de le faire, notamment en élaborant de nouvelles nomenclatures administratives qui vont s'inscrire de diverses façons dans la vie quotidienne et les façons de dire des populations. Néanmoins, les mots de la ville se forment et se déforment, se déplacent, perdurent, s'adaptent, s'effacent et s'oublient selon des rythmes variables et selon des processus où savoirs populaires et parlars quotidiens jouent un rôle qu'il est nécessaire de mieux évaluer, où interviennent des transferts et des traductions, des "inventions" et des impositions, des adaptations et des sédimentations. Si les mots de la ville relèvent autant d'une pluralité de registres que d'une langue commune, on peut les regarder comme le théâtre et le résultat d'une série de batailles de classifications. Cela invite à remonter le temps pour donner sens aux inscriptions de ces batailles dans la langue d'aujourd'hui, mais aussi à travailler sur le passé comme tel: les solutions qui l'ont emporté n'étaient alors que l'un des chemins possibles et les dénominations perdues et oubliées nous en disent beaucoup sur les enjeux de l'évolution de la langue.

Le programme CNRS-UNESCO "Les Mots de la ville", dont j'assume la direction scientifique avec Jean-Charles Depaule, sociologue et spécialiste du monde arabe, s'est donné pour objectif de transformer ces questions en une série d'enquêtes empiriques réalisées par des équipes françaises et étrangères sur un assez grand nombre de langues. L'entreprise était ambitieuse, mais elle m'a paru valoir d'en prendre le risque. A partir de 1995, un montage complexe a été engagé de façon à créer les conditions à la fois de la richesse et de la convergence des initiatives. Les partenaires du programme sont organisés en réseaux d'aires linguistiques qui peuvent avoir des projets spécifiques, mais collaborent surtout à des projets communs. Après avoir fixé les grandes orientations, nous avons défini peu à peu une gamme de méthodes et de corpus, puis fixé des priorités thématiques. Un appel international à propositions de recherche a permis à une première série d'enquêtes de commencer et un séminaire international tenu fin 1997 de confronter méthodes et résultats en même temps que de constater les lacunes à combler. Nous avons alors arrêté une série de thèmes qui feront l'objet d'ouvrages comparatifs, publiés ou en préparation: "Nommer les nouveaux territoires urbains" (sous la direction de Hélène Rivière d'Arc, 2001); "Les divisions de la ville" (sous la direction de Christian Topalov, 2002); "Registres socio-linguistiques, variation langagière et évolution lexicale en ville" (sous la direction de Paul Wald, à paraître en 2003); "La ville et les catégories de l'urbain" (sous la direction de Brigitte Marin, à paraître en 2003); "Les vocabulaires de la stigmatisation urbaine" (sous la direction de Jean-Charles Depaule, à paraître en 2004); "Langues savantes, langues techniques" (sous la direction de Laurent Coudroy de Lille, à paraître en 2004);

Publications

TOPALOV (Christian). "The Neighbourhood of the Social Sciences in the 1950s and 60s : Three Cross-National Case Studies" (Workshop "Science and the City", Max-Plank-Institut für Wissenschaftsgeschichte, Berlin, 1-3 décembre 2000). Communication (37 p.).

Le Trésor des mots de la ville

En 1999 nous avons lancé un nouveau projet visant à élaborer un dictionnaire historique plurilingue: le "Trésor des mots de la ville". Il prendra la forme d'un fort ouvrage constitué d'une série de notices substantielles mais brèves (deux pages en moyenne) portant chacune sur un "mot de la ville" jugé important par sa place dans la langue considérée, l'intérêt des objets auxquels il réfère, les problèmes sémantiques et historiques qu'il pose. C'est donc la pertinence et nullement l'exhaustivité qui est visée. L'objectif n'est pas de mettre des mots en équivalence d'une langue à l'autre à la manière des glossaires, mais de permettre au lecteur d'observer comment ces langues organisent diversement des objets analogues. La description de la variabilité des lexiques est au centre de l'entreprise: variabilité dans le temps et entre registres pour une même langue, variabilité entre langues. Il conviendra donc de placer cette notion au principe de la construction des notices et de l'ouvrage dans son ensemble: pour mettre en lumière les opérations de catégorisation pratiquées par la langue, on s'attachera à comparer l'organisation des mêmes champs sémantiques dans diverses langues; pour étudier historiquement la circulation des mots entre langues, on montrera comment un même mot peut être utilisé et transformé par diverses langues; pour réfléchir aux problèmes de la traduction, on décrira dans les notices des solutions en contexte.

L'option de réaliser un dictionnaire plurilingue pose le problème difficile du choix des langues. Nous l'avons abordé en tenant compte du public francophone visé, de la géographie des réseaux de recherche dont nous disposons et de notre intérêt pour la circulation des mots entre les langues. Nous avons retenu sept langues européennes, importantes par le nombre de leurs locuteurs: l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien, le portugais, le russe. Pour plusieurs d'entre elles, nous introduirons certaines de leurs variantes d'autres continents: anglais des Etats-Unis, anglais de l'Inde, espagnols d'Amérique (principalement Argentine, Pérou et Mexique), français du Québec et d'Afrique de l'Ouest, portugais du Brésil. En outre, nous avons retenu l'arabe afin de travailler sur une aire de circulation linguistique dense et proche: la Méditerranée.

Une autre question préalable est celle du choix des mots à traiter. L'option principale est de centrer le Trésor sur les mots de l'usage commun. Par conséquent, nous écartons les lexiques principalement administratifs ou techniques, ainsi que les vocabulaires de l'aménagement. Dans le vaste corpus potentiel ainsi délimité, nous retenons quatre ensembles sémantiques: le vocabulaire des dénominations génériques de la ville (ex. ville, métropole, town, borough, ciudad, población, cidade, villa, città, borgo, madina, balad); celui des divisions de la ville (ex. banlieue, quartier, faubourg, neighbourhood, suburb, barrio, extrarradio, ensanche, colonia, contrada, rione, hâra, qasba); celui des types d'habitat (ex. villa, hlm, bidonville, estate, cottage, flats, condominio, tugurio, barriada, favela, cortiço, palazzo, dâr, funduq); celui, enfin, des voies et espaces découverts (ex. boulevard, place, mall, green, plaza, paseo, rambla, piazza, corso, rahba, shâri). Ces ensembles sont liés entre eux, les mots passant souvent de l'un à l'autre selon les périodes, les registres, les situations. Ainsi, peuvent renvoyer à des divisions de la ville aussi bien des génériques (ex. cité, borough, borgata) que des formes d'habitat (ex. grand ensemble, estate, project, poligono, centro edilizia popolare), ou bien encore des voies publiques (ex. piazza, hâra). Ces glissements et polysémies sont du plus grand intérêt. A l'intérieur des champs sémantiques retenus, nous ne pourrions tout traiter. On a retenu des mots importants par leur place dans la langue commune et par l'intérêt des objets auxquels ils réfèrent, des mots qui posent des problèmes sémantiques ou historiques intéressants et dont il est pertinent de retracer les aventures. La cohérence d'ensemble de nos choix résulte d'une méthode de sélection par réseaux

sémantiques. Lorsqu'un mot est pris en considération dans une langue, on retient aussi les mots qui lui répondent dans les autres langues, soit qu'ils désignent des objets de même famille (ex. *contrada* et *hâra*, *hâra* et *rue*), soit qu'ils partagent à un moment donné une histoire commune (ex. *r'bat* et *arrabal*).

Publications

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "La ville à travers ses mots". *Enquête* (Marseille), n° 4, second semestre 1996, pp. 247-266.

(Edition brésilienne). In: Stella Bresciani (éd). *Palavras da Cidade*. São Paulo, 2001.

TOPALOV (Christian). "Les divisions de la ville". *Les mots de la ville, Cahier n° 3* ("Nommer la ville et ses territoires. Deuxième colloque international Les Mots de la ville, Paris 4-6 décembre 1997", MOST-UNESCO et CNRS), Paris, s.d. [1998], pp. 80-94.

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "The Words of Cities". *Environment and Planning A* (London), vol. 31, n° 1, January 1999, pp. 1-3.

DEPAULE (Jean-Charles), TOPALOV (Christian). "Les mots de la ville". *Genèses* (Paris), n° 33, décembre 1998. Introduction, pp. 2-3.

TOPALOV (Christian). *Les divisions de la ville* (sous la direction de). Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme-UNESCO ("Les Mots de la ville"), 2002, 469 p.

TOPALOV (Christian). "Langage, société et divisions urbaines". In: Christian Topalov (ed.). *Les divisions de la ville*. Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme-UNESCO ("Les Mots de la ville"), 2002, pp. 373-449.

III. Des questions en chantier. La ville : savoirs, pouvoirs, sociétés

Mon programme de recherche actuel veut contribuer à l'étude comparée des rapports entre sciences, pouvoirs et sociétés dans les villes du dernier XIXe et du XXe siècles. Il se situe dans le prolongement de mes précédents travaux sur la genèse d'interventions réformatrices sur les sociétés urbaines, l'étape en cours portant plus particulièrement sur l'étude des savoirs sur la ville, qui sont l'un des éléments structurants des sciences sociales naissantes dans la période. Cette orientation m'a conduit à rendre plus étroits des liens avec des historiens qui interrogent l'histoire sociale et celle du politique à partir de questions analogues, avec des spécialistes d'histoire des sciences, avec aussi, bien sûr, des sociologues ou politistes travaillant dans la même direction.

L'émergence des technologies urbaines et sociales modernes

L'étude des origines des politiques urbaines et des politiques sociales est en France un champ de recherche en plein développement. Sur ce terrain, les sciences sociales françaises ne disposaient pas de la longue tradition qui existe dans d'autres pays. C'est dès le début de ce siècle en Grande-Bretagne, à partir des années 1940 aux Etats-Unis, que la mise en place de politiques sociales et de politiques de la ville s'est accompagnée de la construction de représentations savantes de l'histoire de celles-ci. En France, si l'on excepte quelques rares travaux pionniers entrepris à l'époque des Trente Glorieuses, la recherche dans ce domaine a pris son essor dans les vingt dernières années: c'est le moment où, partout en Occident, commençaient à se multiplier les indices d'une crise des politiques publiques instituées dans le second après-guerre – tout particulièrement, de l'urbanisme de plan – et à se dessiner de profondes réorientations dans un contexte néo-libéral. C'est sans doute cette conjoncture qui a conduit à regarder l'expansion des Etats Providence et de l'aménagement urbain autrement que comme l'effet d'un progrès social inéluctable et de l'étudier sur le temps long. On sait mieux maintenant que les politiques publiques qui s'épanouissent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sont enracinées dans une action réformatrice multiforme qui prend une ampleur et des orientations nouvelles dans les pays industrialisés à partir des dernières décennies du XIXe siècle et s'inscrit ensuite peu à peu dans les institutions. C'est au cours de cette période que sont établis les principaux traits de l'urbanisme moderne et l'architecture des Etats Providence : les frontières de domaines spécialisés d'intervention sur le social sont alors définies et donnent naissance à autant de politiques sectorielles, des appareils administratifs sont mis en place pour gérer celles-ci, tandis que sont construits des instruments d'observation et des disciplines scientifiques et qu'apparaissent de nouvelles professions. La ville, désormais considérée dans sa globalité, en vient à être traitée comme l'un des objets et vecteurs privilégiés de la réforme de la société.

Les découpages qui résultent de ce travail historique ont longtemps été considérés par la recherche comme axiomatiques. Il allait de soi d'étudier par exemple les politiques du logement ou de l'urbanisme, de la protection sociale ou de l'emploi, comme des réponses à autant de "problèmes sociaux" nés de l'industrialisation et de l'urbanisation. La limite de ces travaux, désormais mieux aperçue, est qu'ils s'inscrivent à l'intérieur d'une segmentation de la réalité qui résulte précisément du processus historique qu'il s'agit d'étudier. La possibilité même de telles politiques sectorielles repose en effet sur une double condition. D'une part, le "social" doit avoir été constitué comme objet de science et d'intervention rationnelle, d'autre part une série de problèmes distincts justiciables d'actions spécifiques doivent y avoir été délimités et, parmi ceux-ci, une "question urbaine". De ce point de vue, la période que je privilégie dans mes travaux peut être considérée comme importante, et elle retient d'ailleurs l'attention d'un nombre croissant de chercheurs. Sans doute, à la fin du XIXe siècle, les fondements d'une nouvelle posture regardant l'homme comme objet de science sont établis depuis longtemps, et les disciplines qui se chargent de cette tâche sont déjà en partie constituées. Le tournant du siècle est cependant marqué par l'entrée dans une nouvelle époque, celle qui va donner naissance aux Welfare States d'un côté, à

l'institutionnalisation de sciences de l'homme détachées de leurs prémisses réformatrices de l'autre. En même temps, en ce moment originel, le travail d'oubli des relations entre savoirs et pouvoirs n'est pas encore consommé, et le monde de la réforme sociale est encore intimement lié à celui des disciplines académiques et professionnelles, comme à celui des appareils émergents d'administration du social.

Le regard savant et les modes d'action sur le peuple des villes, son environnement et son travail connaissent alors une profonde réorganisation. Celle-ci est liée à trois autres développements, selon des médiations qu'il faut continuer d'explorer. D'abord, selon des formes particulières à chaque pays, le suffrage universel et les institutions de la démocratie représentative sont désormais consolidés et les classes subalternes se trouvent en mesure de faire irruption sur la scène politique légale, notamment au niveau des autorités locales. La question des changements nécessaires pour que les "barbares" qui campaient jusque là aux portes de la cité deviennent les citoyens d'un ordre politique démocratique national est devenue centrale. Ensuite, la Grande Dépression de la fin du XIXe siècle et les débuts de ce que l'on a pu nommer une "seconde révolution industrielle" commencent à poser le problème d'une redéfinition en profondeur du travail et du rapport salarial. Enfin, l'expansion suburbaine des grandes villes ouvre les perspectives d'un changement radical de l'environnement matériel et spatial de la vie quotidienne populaire. Les projets réformateurs, dans leur diversité, sont animés par la recherche d'un nouvel ordre social, productif et urbain qui ferait entrer les sociétés industrielles dans l'âge de la rationalité et de la réconciliation. Tandis que les "classes dangereuses" ou les "pauvres" font place à de nouvelles catégories administrables, la "question sociale" se dissout en une série de "problèmes sociaux" traitables par autant de technologies particulières.

Dans ce processus, science et administration, étroitement mêlées, jouent un rôle essentiel. Elles ont pour agents des hommes et des femmes nouveaux. La plupart d'entre eux se détachent peu à peu des groupes – entrepreneurs "progressistes" et bourgeoisie philanthrope – où se recrutaient jusque là les milieux réformateurs. Le notable éclairé, généraliste de la réforme sociale, tend à faire place au professionnel ou à l'administrateur spécialisé. Chacune des disciplines et professions nouvelles revendique une légitimité scientifique et met au point des techniques qui lui sont propres. Elle s'affirme par l'élaboration d'un langage, la création d'associations marquant sa spécificité et d'institutions de formation organisant sa reproduction.

Comment s'articulent représentations et action dans ces nouveaux dispositifs ? La science établit des régularités et l'enchaînement des causes et des effets. Elle vise à être prédictive. C'est ce qu'affirment par exemple Park et Burgess dans leur manuel de 1921 :

"Sociology seems now [...] in a way to become, in some fashion or other, an experimental science. It will become so as soon as it can state existing problems in such a way that the results in one case will demonstrate what can and should be done in another."

La définition du fait social par les durkheimiens peut être regardée comme une autre modalité de cette posture, qui s'exprime aussi dans l'émergence de la statistique mathématique anglaise ou les grandes enquêtes britanniques et américaines sur la pauvreté et les budgets familiaux. Pour le système causal qui prend forme alors, il n'y a pas de place pour les individus singuliers: c'est donc l'effacement du moralisme et la possibilité d'une trêve sur ce front-là. La plupart des pauvres, en effet, ne sont pas coupables de leur indigence ou de leurs tares. La cause de celles-ci est attribuée, selon des proportions variables, à l'hérédité sociale – formulation d'un eugénisme alors en plein essor – et au milieu – point de vue environnementaliste qui finira par l'emporter : or, le milieu peut être transformé par la réforme urbaine. Quant au chômage, c'est un "problem of industry" (William Beveridge, 1909) : il résulte à la fois de fluctuations économiques auxquelles on ne peut rien, et d'une désorganisation du marché du travail à laquelle, en revanche on peut mettre un terme. Ainsi, les dispositifs proprement disciplinaires de l'époque libérale – le couple traditionnel

bienfaisance/répression – reculent au profit d'une nouvelle stratégie de l'action réformatrice fondée sur ce que l'on pourrait appeler les technologies de la norme objectivée.

La norme est abstraite : elle n'est pas formulée pour tel groupe particulier, telle classe sociale, elle a valeur universelle. C'est elle qui définit les besoins des individus, leurs droits et leurs devoirs, et aucun autre critère. L'action des normes fixées par différents appareils administratifs ignore les identités pré-constituées en termes de profession, de classe ou de localité : elle est même censée les dissoudre, pour les recomposer autrement. Le langage change, et tout particulièrement à la faveur de la Grande Guerre : hygiène publique, productivité industrielle, logements bon marché, développement rationnel des villes sont désormais pensés comme des "questions nationales", et de moins en moins comme des aspects d'une "question ouvrière". Du même coup, tandis que les propositions de la science effacent l'individu concret, les normes qu'elles permettent d'établir reconstituent un autre individu comme sujet d'administration. Ces normes sont objectivées dans des réglementations ou des espaces bâtis dont la rationalité s'impose à tous, indépendamment des volontés individuelles, celles des gouvernants comme celles des gouvernés. La norme est une seconde "main invisible", car son mode opératoire spécifique est de faire naître des formes sociales autorégulées. On s'arrêtera sur deux d'entre elles : l'individu rationnel et la communauté locale.

La pensée économique néo-classique vient d'inventer les catégories de consommateur rationnel et de travail facteur de production. Tout le monde est censé optimiser. Mais les réformateurs – parmi lesquels on peut compter Alfred Marshall – sont des pragmatiques et savent bien que l'homo economicus est encore à naître, c'est-à-dire à fabriquer à partir d'un matériau difficile. Les comportements de maximisation impliquent de travailler plus et mieux, de consommer rationnellement, d'épargner. Il faut créer les conditions pour que le modèle devienne réalité. La notion d'organisation du marché du travail, qui se répand partout à partir des années 1900, illustre cette découverte, comme par ailleurs l'organisation scientifique du travail ou la "cité industrielle" et les "machines à habiter" que les premiers architectes du mouvement moderne commencent à imaginer.

Et cependant, cette vision d'une société atomisée – qui n'est pas propre à la nouvelle science économique – soulève une inquiétude majeure. C'est celle que théorise Durkheim avec l'une des dimensions de la notion d'anomie, que tendent à surmonter les métaphores de la société comme organisme chez les urbanistes – Geddes ou Poëte, par exemple – ou qu'expriment un peu plus tard les sociologues de l'Université de Chicago. L'harmonie du tout nécessite l'intégration des parties, qui doit s'opérer dans des groupes de taille limitée où la norme sociale puisse s'imposer efficacement sans intervention externe. Il s'agira tout particulièrement de la famille et du quartier. La vision de ce dernier change de signe : débarassée de la définition de classe qu'implique la notion de "taudis", la communauté locale reconstituée sur de nouvelles bases peut devenir un vecteur fondamental de l'action réformatrice. "Organiser la communauté" devient l'objectif commun des planificateurs urbains et des travailleurs sociaux.

Comparer : réseaux sociaux réformateurs et formation des sens communs

Ces développements interviennent de façon parallèle dans la plupart des grands pays industrialisés. Bien entendu, l'implication des pouvoirs publics dans l'action réformatrice est inégale et s'affirme selon des temporalités spécifiques selon les pays. Les terrains que j'ai retenus jusqu'ici pour l'enquête comparative fournissent des cas suffisamment contrastés pour ne pas négliger cette dimension d'analyse. Alors que la Grande-Bretagne s'impose comme le pays phare du town planning et des politiques sociales étatiques dès les années 1900, l'intervention publique est beaucoup plus tardive et limitée aux Etats-Unis où il faut attendre le New Deal pour que soient prises des mesures significatives par les autorités fédérales, tandis qu'en France la République radicale combine ingénieusement initiative privée et encadrement par les pouvoirs publics. Il est d'usage de privilégier ces contrastes, et de les rapporter principalement aux

spécificités nationales des institutions politiques. Cet aspect de la réflexion comparative est sans aucun doute important – et d’ailleurs abondamment traité – mais ne constitue pas le centre de l’approche que je m’efforce de développer.

C’est précisément parce que ces trois expériences nationales comportent des différences institutionnelles majeures – notamment dans le contraste transatlantique – que le travail comparatif peut avancer dans d’autres directions : la recherche des traits communs et des variations de la posture réformatrice qui fonde les nouvelles formes d’intervention sur la ville et le social, et l’examen du processus de formation de celle-ci au sein des réseaux sociaux réformateurs. Dans chacun des pays étudiés, on observe des affrontements très vifs autour du rôle des pouvoirs publics dans les différents secteurs de réforme. Un examen attentif de ces débats montre toutefois qu’ils se déroulent sur le terrain et à l’intérieur des limites d’un consensus qui peu à peu s’établit. Celui-ci concerne le diagnostic et, dans une large mesure l’étiologie, des maux à traiter – les sciences sociales naissantes fournissant sur ce point les représentations savantes nécessaires pour concevoir et légitimer l’action – les objectifs généraux des réformes à entreprendre – organisés autour d’un projet de transformation radicale des conditions de la vie quotidienne des groupes populaires – et les propriétés de toute méthode efficace – la rationalisation à base scientifique des instruments publics et privés d’intervention. C’est bientôt sur le socle de cette epistemè commune que toute opinion particulière sur les mesures à prendre devra se fonder. J’étudie la formation de ces nouveaux sens communs au travers des conflits et concurrences qui organisent le champ réformateur dans chacun des pays.

Les projets prennent forme d’abord dans des laboratoires d’idées et d’expériences qui entretiennent un réseau très dense de contacts internationaux. Ils se constituent comme lieux de rencontre entre les mondes de la bourgeoisie philanthropique, du patronat éclairé, des universitaires et savants, des premiers professionnels des différents secteurs de réforme et, de plus en plus à partir du tournant du siècle, des dirigeants des organisations ouvrières. Dans tous les cas, c’est donc dans la société civile elle-même que se trouvent définies et expérimentées des politiques qui seront éventuellement ensuite prises en charge par les municipalités ou les administrations d’Etat, et que seront dans une très large mesure formés les personnels qui les mettront en oeuvre. Cette construction par la société des éléments de l’Etat Providence – quelle que soit ensuite l’expansion relative de celui-ci – est un trait commun des expériences nationales étudiées. En outre, l’étude de la constitution des champs scientifiques et professionnels que permet l’observation des milieux réformateurs fait découvrir les troupes de ces mouvements, les oubliés de l’histoire officielle des sciences et des professions – qui nous apprennent d’autres choses que l’étude des personnalités pérennisées par les reconstructions ultérieures. En établissant les relations qui existent entre disciplines, professions et institutions, elle invite aussi à revisiter l’histoire des sciences sociales et, notamment, la reconstruction périodique du récit de l’histoire des disciplines. Enfin, la circulation des idées, des expériences et des hommes entre les trois pays est en soi un objet empirique particulier qui, au-delà d’une problématique, classique mais discutable, des “influences”, révèle un jeu complexe de mobilisation de ressources importées pour renforcer des positions dans les champs locaux d’acteurs, jeu qui comporte en particulier l’invention d’eu-topies étrangères et implique d’intéressants changements de sens des éléments transférés d’un côté à l’autre de la Manche ou de l’Atlantique.

Une sociologie des savoirs sur la ville : pour un historicisme réflexif en histoire des sciences sociales

L’exploration des intrications entre le moment cognitif et le moment pratique de l’action publique m’a conduit à orienter mon travail, au cours des années récentes, vers une sociologie ou histoire sociale des savoirs sur la ville, savoirs savants ou experts, sans doute, mais aussi les savoirs pratiques incorporés dans la langue commune.

Pour illustrer le propos, j'évoquerai un exemple parmi les sciences qui constituent explicitement comme objet des phénomènes jusque là représentés dans d'autres catégories: l'"urbanisme" ou "science des villes" (ailleurs town planning, city planning, Städtebau), qui commence à se revendiquer comme discipline scientifique autonome, corpus de savoir-faire et profession dans les années 1890-1910. Il s'agit d'une combinaison nouvelle de schèmes cognitifs pour une part constitués de longue date et souvent transférés d'autres langages savants : unité de l'organisme urbain analysé en ses fonctions, unité de l'homme social et de son milieu, adoption d'une échelle spatiale – l'agglomération urbaine – inaugurant une définition de la ville qui rompt avec celle qui la regardait exclusivement comme cité politique. Les sciences sociales, qui connaissent au même moment des redéfinitions épistémologiques et institutionnelles majeures, apportent leur contribution à cette nouvelle construction cognitive. Savoir et action sont ici étroitement liés, et la science des villes naissante offre aux projets de réforme sociale de nouvelles légitimations, de nouvelles technologies et une expertise qui se veut libérée de la politique. De la fin du XIXe siècle à aujourd'hui, les sciences de la ville offrent ainsi un observatoire privilégié du système des relations entre disciplines des sciences sociales, en même temps que des rapports entre celles-ci et les mondes de l'action. Déplaçons-nous maintenant trois-quarts de siècles plus tard. L'ambition scientifique et rationalisatrice des premiers urbanistes s'est défaite. Depuis la moitié des années 1970, dans tous les pays où l'urbanisme de plan était devenu le sens commun des autorités savantes et politiques, le constat de sa faillite est énoncé. La science des villes dont le programme avait été fixé au début du XXe siècle semble à nouveau dissoute en savoirs techniques partiels, tandis que son projet rationalisateur est contesté de toutes parts et se trouve supplanté par de nouvelles constructions globales tournées vers d'autres objets et d'autres échelles – singulièrement une science économique recentrée sur le marché d'une part, l'écologie d'autre part. Le vocabulaire de la "crise", dont la récurrence devrait pourtant conduire à se défier, suggère ainsi l'hypothèse d'une nouvelle rupture significative dans le champ des savoirs sur la ville. Le siècle qui commence dans les années 1880 présente ainsi une certaine unité.

Au cours de cette période qui est l'objet privilégié de mes travaux, les sciences sociales ont construit de nombreuses "villes": diversité et discontinuités sautent aux yeux dès que l'on s'écarte des récits rétrospectifs que cultivent les traditions disciplinaires. Chaque conjoncture modifie, on le sait, non seulement les objets que se donne la science mais la sélection et l'interprétation des oeuvres du passé: ainsi se fabriquent les "précurseurs", les "fondateurs" et les "influences" dans un récit toujours nouveau d'une histoire jamais révolue. S'offusquer des mythologies savantes qui résultent d'un tel processus est donc vain: elles sont nécessaires aux déplacements de visée et de langage qui font l'histoire de nos disciplines.

Une mise en doute des lectures ordinaires peut cependant être féconde si elle conduit à de nouvelles enquêtes sur les oeuvres et à une intelligibilité renouvelée de celles-ci. La méthode que je privilégie prend pour objet des oeuvres singulières: leur production, leurs usages, leurs destins. S'agissant de livres de science, ils participent au moment où ils sont écrits à une conversation entre savants, précisément inscrite dans les champs scientifiques du temps. S'agissant de livres de sciences sociales, ils sont pris aussi d'emblée dans le registre plus large de discours sur la société dont les moments pratiques et cognitifs sont indissociables. Je m'efforce de montrer que l'on peut tenter de restituer méthodiquement les contextes de production et de réception immédiate de ces oeuvres et, ainsi, faire entrer dans le champ de l'enquête les contenus de science qu'ont souvent laissé de côté les travaux centrés sur le thème de l'institutionnalisation des disciplines.

Dans cette perspective, ce qui s'offre d'abord à l'observation ce sont des livres: des objets dont les propriétés sociales se donnent pour une part dans leur matérialité même, leurs modes de circulation et d'utilisation. Des habitudes solidement ancrées ont transformé certains de ces livres en "textes", faisant disparaître du même coup de la mémoire beaucoup d'autres livres, leurs contemporains, et les multiples façons dont une société utilise les livres. Tout y conspire: les usages scolaires, les traditions religieuses, l'autorité des disciplines herméneutiques et les besoins

des histoires disciplinaires, comme aussi l'expérience toute matérielle des rééditions, des traductions, des manuels et compilations, voire aujourd'hui de la numérisation. De cette transformation s'autorisent les lectures successives des oeuvres, diverses bien sûr selon les points de l'espace et du temps, qui chaque fois les réécrivent. Plus intéressant que les disqualifier au nom d'un nouveau "retour au texte" est de les constituer à leur tour en objet d'enquête, puisque de chaque contexte de réception résulte un nouveau livre dont l'intelligibilité dépend autant du moment où il s'écrit que de l'original sur lequel il s'appuie.

Les livres de sciences sociales peuvent être ainsi manipulés pour être un instant dépouillés de leur statut de textes et transformés en documents. C'est là mettre en oeuvre une approche "historiciste" des oeuvres de science. Sauf à tomber dans l'illusion positiviste qui n'était pas absente des débuts de cette posture en histoire des sciences, celui-ci ne peut être qu'"engagé". L'histoire, comment l'oublier, s'écrit toujours au présent. Dès lors la double question de la spécificité et de l'utilité de cette manière coûteuse d'approcher l'histoire de nos disciplines ne peut être esquivée.

Le passé est un enjeu du présent, celui des disciplines scientifiques ne fait pas exception. Dans les sciences sociales, tout particulièrement, contrôler l'histoire ou la mémoire du groupe savant est un moyen d'y asseoir une autorité. Le commentaire des oeuvres d'autrui – auteurs du passé ou contemporains – est, on le sait, une activité constitutive des champs disciplinaires, mais c'est un autre aspect du genre qui nous concerne ici: le commentaire ne parle pas seulement de ce qu'il commente, il affirme l'autorité du commentateur à commenter. Un double réseau se met ainsi en place: celui des objets de commentaire, qui lie entre eux des choses et des auteurs, des morts et des vivants; celui aussi des commentateurs, en un collège virtuel où les autorités se revendiquent, se reconnaissent et se redistribuent. Dans la vaste gamme des tactiques de la concurrence au sein des mondes savants, le contrôle du passé n'est pas la moins importante, comme les enquêtes historiques sur l'écriture des histoires des sciences sociales commencent à le montrer. Quelques types semblent se dégager: les bâtisseurs de monuments qui s'attachent à célébrer un fondateur reconnu ou possible, en vue de rassembler une communauté savante incertaine, déchirée ou menacée; les gardiens de la tradition qui, généralement au centre des pouvoirs sur la discipline, visent à stabiliser un discours sur les grands auteurs et à s'assurer le monopole de celui-ci; les prétendants situés aux marges qui revendiquent la révision des histoires officielles: ce sont souvent eux qui exhument les ancêtres injustement oubliés, redécouvrent la génération qui précède celle qui se trouve aux commandes, préconisent les "retours au texte". Ces diverses tactiques et positions, d'autres encore, concernent aussi bien les postures "historicistes" que "présentistes" vis-à-vis de l'histoire des disciplines: les premières n'ont aucun privilège d'extraterritorialité, d'autant moins que, pour l'essentiel, l'histoire des sciences sociales, même si elle peut constituer une spécialité, reste écrite par des pratiquants des disciplines concernées.

Si l'historicisme est bien une tactique de conquête de l'autorité savante – probablement congruente avec des positions particulières dans les champs disciplinaires – elle présente, comme toute autre tactique, une spécificité: celle de viser à contrôler le passé en montrant que nul ne peut le contrôler, qu'il n'appartient à personne car il n'appartient pas au présent. Affirmant que le marché du passé disciplinaire est ouvert à tous, l'historicisme est libéral. Exigeant que les entrants s'imposent les disciplines ordinaires de l'enquête, il s'efforce aussi de fixer un prix d'entrée, mais dans une monnaie disponible en abondance. Son argument premier est directement en prise sur une valeur scolastique commune: en se débarrassant des anachronismes, effets de tunnel et mythes d'origine, en replaçant l'oeuvre "dans son temps" – rhétorique de manuel de littérature – on lit mieux, tout simplement. Restituer les conditions de la production des oeuvres du passé, c'est se donner une chance de les aborder de façon moins instrumentale et d'en retrouver la fraîcheur, de mieux saisir leur part d'incommensurabilité et ses raisons. Examiner la suite de leurs réceptions, c'est mieux comprendre pourquoi nous les lisons encore, comment elles sont arrivées jusqu'à nous et chargées de quels sédiments.

C'est une chance, en outre, de retourner à nos recherches de façon différente, plus distanciée. L'historicisme en histoire des sciences sociales se doit d'être réflexif de double façon: il n'a pas le droit de s'illusionner sur sa propre portée, il est aussi un puissant moyen de développer une pratique réflexive des sciences sociales aujourd'hui. De la même façon que le voyageur ne quitte jamais vraiment le lieu d'où il est parti et pourtant revient transformé, le détour par le passé de sa discipline, s'il est ainsi conçu, ne peut laisser le chercheur tout à fait indemne. Le contraste avec les histoires "présentistes" est ici massif: celles-ci confortent, puisqu'elles confirment toujours que nos questions ou nos réponses sont les bonnes; celui-là dérange, au contraire, beaucoup d'évidences supposées. L'histoire des disciplines n'est donc pas seulement une spécialité respectable et innocente. Elle est une gymnastique de l'esprit qui l'entraîne à aborder les pratiques de la science d'aujourd'hui de la même façon que celles d'hier, invitant ainsi à une pratique modeste des sciences sociales. Elle est un moyen d'affaiblir un des plus solides obstacles à la réflexivité: le discours anachronique sur le passé des savoirs. Elle dirige, surtout, l'attention des savants vers de nouveaux objets, suggère de nouvelles façons de faire, promet ainsi de nouvelles découvertes. La liste serait longue des entreprises de ce genre qui ont bouleversé la façon de pratiquer nos sciences en développant ce qu'on pourrait appeler un constructivisme méthodologique: que l'on pense à l'histoire des catégories et usages de la statistique, à celle des pratiques et conséquences de l'anthropologie, ou à la mise en jeu réglée en histoire des écarts entre les représentations d'aujourd'hui et celles des acteurs du passé. Le projet d'une sociologie des savoirs s'inscrit ainsi dans une conjoncture intellectuelle qui lui assure de rencontrer des démarches homologues dans d'autres disciplines.

La ville: un thème d'"actualité" ?

Je voudrais suggérer en guise de conclusion comment ce programme de recherche peut rencontrer un certain nombre de thèmes qui sont apparus depuis quelques années au premier plan de l'actualité sociale et politique, en France comme dans d'autres pays développés. Si les années 1950 et surtout 1960 ont été celles des politiques de l'aménagement urbain, les années 1980 et 1990 sont présentées comme celles de politiques de la ville plus globales, où la gestion de la croissance du bâti fait place à celle du "social" dans toutes ses dimensions. D'émeute urbaine en programme de développement social des quartiers, de ministère de la Ville en "problème des banlieues", tout se passe comme si le langage de la "question urbaine" permettait désormais de penser et de traiter les maux de la société post-industrielle. A d'autres échelles spatiales et temporelles, le vocabulaire de l'écologisme et de la défense de l'environnement s'est parallèlement imposé comme obligatoire pour traiter d'une manière globale les problèmes de l'époque, ceux de l'interaction entre nature et société.

Comme d'ordinaire depuis un siècle, un tel déplacement des sens communs ne manque pas de susciter des demandes adressées aux sciences sociales et donc des programmes de recherche et des vocations de chercheurs. Des objets leur sont désignés, construits par l'interaction entre représentations savantes et interventions réformatrices. Dans cette conjoncture, dont on peut supposer qu'elle durera quelque temps, les recherches décrites ici peuvent présenter une actualité et un intérêt particuliers. Elles offrent un éclairage sur les évolutions de longue période dans lesquelles s'inscrivent les développements présents du discours et des interventions sur la ville. Elles proposent une analyse des rapports entre la construction des "problèmes sociaux" et celle des objets de recherche socialement légitimes qui peut aider à entretenir une vigilance épistémologique bien nécessaire. Elles peuvent contribuer, aux côtés de nombreuses autres, à produire des savoirs sur les sociétés urbaines du présent qui ne soient pas entièrement pré-construits par les évidences de l'air du temps.